



Enquête antidumping sur les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine

Rapport sur la détermination finale de l'existence du dumping, du dommage et du lien de causalité

1. PROCEDURE

1.1. OUVERTURE DE L'ENQUETE

1. Le Secrétariat d'Etat chargé du Commerce extérieur (SECCE) a initié, le 21 mars 2016 par un avis public¹ (ci-après dénommé « avis d'ouverture »), une enquête antidumping concernant les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine et ce, après avis de la Commission de Surveillance des Importations, réunie le 02 mars 2016, tel que prévu par les dispositions de l'article 4 de la loi n° 15-09 relative aux mesures de défense commerciale (ci-après dénommée « Loi 15-09 »).

2. Cette enquête a été initiée, conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi 15-09, suite à la réception, en date du 10 février 2016, d'une requête émanant de la Manufacture Nationale pour la Réfrigération et l'Electronique (ci-après dénommée MANAR).

3. Cette requête a fait l'objet d'un examen, par le SECCE, de la cohérence et de l'adéquation des renseignements, qu'elle comporte, conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-645 pris pour l'application de la loi n° 15-09 (ci-après dénommé décret 2-12-645). Le SECCE a pu conclure que les éléments de preuve présentés dans cette requête sur l'existence du dumping des importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine et du dommage causé à la branche de production nationale sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping.

4. Un producteur exportateur a présenté un commentaire par lequel il a avancé que l'ouverture de la présente enquête semble violer l'article 17 de la loi 15-09 car il n'est pas démontré que l'enquête a bien été ouverte dans le délai prescrit de 21 jours à compter de la date d'acceptation de la requête.

5. En ce qui concerne ce commentaire, il convient de préciser, d'une part que l'article 17 de la loi 15-09 stipule que :

« Dans un délai de vingt et un (21) jours à compter de la date d'acceptation de la requête, l'Administration compétente peut, au vu des éléments contenus dans ladite requête, décider l'ouverture d'une enquête, après avis de la commission ».

6. D'autre part, l'article 16 de la loi 15-09 prévoit que :

« Seules les requêtes répondant aux conditions fixées par le présent article sont recevables. L'acceptation ou l'irrecevabilité de la requête est notifiée au requérant dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de ladite requête ».

7. De même, l'article 83 de la loi 15-09 stipule que les délais fixés par la présente loi aux articles 16 et 17, ci-dessus, sont des jours ouvrables.

8. Tenant compte de la date du dépôt de la requête, le 10 février 2016, et de la date d'ouverture de l'enquête, le 21 mars 2016, le SECCE considère que l'ouverture de l'enquête respecte parfaitement les conditions de forme prévues aux articles 16 et 17 de la loi 15-09.

1.2. INFORMATION, COLLECTE DES RENSEIGNEMENTS ET COLLABORATION A L'ENQUETE

9. Par l'avis d'ouverture et conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi 15-09, le SECCE a informé les parties intéressées de l'ouverture de ladite enquête et leur a donné la possibilité de faire

¹ Il s'agit de l'avis public n° 04/16 relatif à l'ouverture d'une enquête antidumping sur les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine publié aux quotidiens « Aujourd'hui le Maroc » édition n°3622 du 24/03/2016 et « le Matin » édition n°15897 du 24/03/2016 et sur le site web du SECCE (http://www.maroc-trade.gov.ma/antidumping/avis_antidumpig.asp) le 21/03/2016.

connaître leurs points de vue par écrit et de demander à participer à l'enquête dans les délais prévus par l'avis.

10. Ainsi, le SECCE a officiellement informé les gouvernements turcs, thaïlandais et chinois via leurs représentations diplomatiques à Rabat, les exportateurs et les importateurs identifiés par la requête et le producteur national MANAR. La liste des parties informées est comme suit :

Producteur national

- MANAR

Turquie

- Gouvernement turc
- VESTEL TICARET A.S
- ARCELIK BEKO
- TURK DEMIR DOKUM FABRIKALARI A.S.
- BSH EV ALETLERI SANAYI VE TICARET A.S.

Thaïlande

- Gouvernement thaïlandais
- THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD.
- PANASONIC
- TOSHIBA
- SHARP
- MITSUBISHI
- LG
- HAIER

Chine

- Gouvernement chinois
- MIDEA
- TCL CORPORATION
- HISENSE
- HOMA
- GALANZ
- NINGBO CHANGER ELECTRON CO.LTD.
- KONKA GROUP CO.LTD.
- SK SOYEA
- HAIER

Importateurs

- FITCO
- LG ELECTRONICS MOROCCO SARL
- SAMSUNG ELECTRONICS MAGHREB ARAB
- BSH ELECTROMENAGERS SA
- WHIRLPOOL MAROC

- CANDY HOOVER MAROC SARL
- FRANKE KITCHEN SYSTEM
- GROUPE VISION INTERNATIONAL
- HYPERMARCHE LV
- SOCIMAR SARL
- DENWA (COFARMA)
- YAK ELECTRONIC (HAIER)

11. Compte tenu du nombre élevé des producteurs-exportateurs et des importateurs cités dans la requête, le SECCE a envisagé de recourir à l'échantillonnage conformément à l'article 9 de la loi 15-09.

12. Ainsi, afin de lui permettre de décider s'il est nécessaire de procéder par échantillonnage et de déterminer la composition de l'échantillon, les producteurs/exportateurs de réfrigérateurs en Turquie, en Thaïlande et en Chine ainsi que les importateurs ont été invités à se faire connaître auprès du SECCE en fournissant les informations demandées dans l'avis d'ouverture.

13. Seuls les deux exportateurs turcs (VESTEL TICARET A.S et ARCELIK) ont manifesté leurs intérêts à faire partie de l'échantillon en fournissant les renseignements relatifs à l'échantillonnage.

14. Etant donné le nombre limité des réponses au questionnaire d'échantillonnage, le SECCE a estimé que la constitution d'un échantillon n'était pas nécessaire et en a informé les deux exportateurs ayant fourni les renseignements qui les concernent sur l'échantillonnage.

15. Par la suite, le SECCE a adressé aux différentes parties intéressées les questionnaires d'enquête en leur ménageant des délais suffisants pour transmettre leur réponse et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi 15-09.

16. Dans ce cadre, le SECCE a été destinataire de demandes de prorogation du délai de réponse de la part du producteur national MANAR, des importateurs (SAMSUNG ELECTRONICS MAGHREB ARAB, BSH ELECTROMENAGERS SA, WHIRLPOOL MAROC et LG ELECTRONICS MOROCCO) et des producteurs/exportateurs (VESTEL TICARET A.S et ARCELIK).

17. Le SECCE a répondu favorablement à toutes ces demandes de prorogation conformément aux dispositions prévues par la loi 15-09.

18. Le SECCE a reçu les réponses aux questionnaires d'enquête de la part des parties concernées suivantes :

Producteur national

- MANAR

Producteurs exportateurs

- VESTEL TICARET A.S (Turquie) (VESTEL)
- THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD. (Thaïlande) (TSE)

Importateurs

- FITCO
- SAMSUNG ELECTRONICS MAGHREB ARAB (SEMAG)
- BSH ELECTROMENAGERS SA
- WHIRLPOOL MAROC
- FRANKE KITCHEN SYSTEM

19. Les exportateurs ARCELIK, HISENSE et MITSUBISHI ont confirmé la non-participation à l'enquête. De même, l'importateur LG ELECTRONICS MOROCCO a confirmé sa non-participation tout en souhaitant être informé des résultats de l'enquête.

20. Il convient de noter que deux organismes chinois ont pris contact avec le SECCE suite à l'ouverture de l'enquête. Il s'agit de la Chambre de Commerce Import/export (CCCME) et la Chambre de Commerce Internationale (CCOIC) qui ont demandé à être enregistrées en tant que parties intéressées et la prorogation du délai de présentation des commentaires. Toutefois, elles n'ont pas présenté de commentaires au terme du délai prorogé.

21. Suite à l'ouverture de l'enquête et à la publication des résultats préliminaires, le SECCE a reçu des commentaires des différentes parties qui ont fait l'objet d'examen et d'analyse au cours de l'enquête. Les résultats sont énoncés dans le présent rapport.

22. Parallèlement à l'ouverture de l'enquête et conformément à l'article 19 de la loi 15-09, le SECCE a soumis à compter du 09 mai 2016, par la décision n°01/16² du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique chargé du Commerce extérieur, conformément à la réglementation en vigueur, les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine à une procédure de surveillance des importations pour toute la durée de l'enquête antidumping.

23. De même, le SECCE a transmis la notification concernant la mise en place de la procédure de surveillance des importations de réfrigérateurs au Comité de Licences d'Importation de l'OMC et ce, conformément aux articles 1.4.a et 8.2.b de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

1.3. PERIODE DE L'ENQUETE

24. La période de l'enquête sur le dumping s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

25. La période prise en compte pour l'analyse du dommage subi par la branche de production nationale s'étend du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2015.

1.4. DETERMINATION PRELIMINAIRE

26. En se basant sur les renseignements et données dont il a pu disposer depuis l'ouverture de l'enquête, le SECCE a établi une détermination préliminaire positive de l'existence du dumping, du dommage et du lien de causalité. La marge de dumping établie dans la phase préliminaire de l'enquête se présente comme suit :

Tableau n°1 : Marges de dumping préliminaires

Exportateur	Origine	Marge de dumping
VESTEL TICARET A.S	Turquie	16,94%
Autres exportateurs de Turquie	Turquie	16,94%
THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD.	Thaïlande	46,34%
Autres exportateurs de Thaïlande	Thaïlande	46,34%
Exportateurs de Chine	Chine	75,59%

² La décision a fait l'objet de l'avis aux importateurs n° 10/16 publié en date du 02 mai 2016 au site du SECCE.

27. Les résultats de cette détermination préliminaire ont été examinés par la Commission de Surveillance des Importations au cours de ses réunions tenues les 10 et 17 mars 2017.

28. Au terme de la phase préliminaire de l'enquête, il a été décidé d'appliquer un droit antidumping provisoire établi par la différence entre les prix de vente des réfrigérateurs fabriqués localement et les prix à l'importation des réfrigérateurs, objets de l'enquête, établis sur une base CAF et majorés des frais de dédouanement et des droits de douane existants.

29. Ce droit antidumping provisoire a été appliqué, à compter du 14 juillet 2017, par l'arrêté conjoint du Ministre de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Numérique et du Ministre de l'Economie et des Finances n°1651.17 du 3 chaoual 1438 (28 juin 2017), publié au Bulletin Officiel n°6586 du 13 juillet 2017. Ledit droit se présente comme suit :

Tableau n°2 : Droits antidumping provisoires

Exportateur	Origine	Droit antidumping provisoire
VESTEL TICARET A.S.	Turquie	16,94%
Autres exportateurs de Turquie	Turquie	16,94%
THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO LTD	Thaïlande	18,15%
Autres exportateurs de Thaïlande	Thaïlande	18,15%
Exportateurs de Chine	Chine	27,56%

30. La version non confidentielle du rapport sur la détermination préliminaire ainsi que l'avis public n° 05/17 portant sur les résultats de la détermination préliminaire ont été publiés sur le site web du SECCE en date du 18 avril 2017. Par ailleurs, le même avis a été notifié aux parties intéressées et publié dans deux journaux³ habilités à recevoir les annonces légales. Par cet avis, les parties intéressées ont été invitées à présenter leurs remarques, commentaires ou tout complément d'information dans le délai qui a été prévu à cet effet.

31. De même, le SECCE a envoyé aux deux exportateurs concernés par le dumping (VESTEL et TSE) une note explicative détaillée sur la méthodologie du calcul de la marge de dumping provisoire accompagnée d'un CD-ROM contenant le détail des calculs effectués.

32. Par la suite, le SECCE a reçu des commentaires de la part du producteur national MANAR, des exportateurs VESTEL et TSE, des importateurs SEMAG, FITCO, BSH et WHIRLPOOL et du Gouvernement turc. Ces commentaires ont fait l'objet d'un examen et traitement au titre du présent rapport.

33. En réponses aux demandes reçues par certaines parties, le SECCE a organisé des réunions d'explication, d'échange d'information et de discussion des commentaires soulevés par ces parties concernant les résultats de la détermination préliminaire.

1.5. AUDITION PUBLIQUE

34. Le SECCE a organisé, le 1^{er} juin 2017, une audition publique à laquelle ont été invitées à participer toutes les parties intéressées dans la présente enquête, privées et gouvernementales, et celles ayant exprimé le souhait de prendre part à cette audition en tant que parties observatrices. Le communiqué

³ Il s'agit des quotidiens « Les Echos » édition n° 1853 du 20 avril 2017 et «Aujourd'hui le Maroc » édition n° 3892 du 21 avril 2017.

relatif à l'audition publique a été publié sur le site web du SECCE en date du 10 mai 2017 et transmis pour information aux différentes parties.

35. Un délai de 7 jours à compter de la date de la tenue de l'audition a été accordé aux parties pour communiquer au SECCE, par écrit en version confidentielle et publique, l'essentiel de leurs interventions effectuées au cours de ladite audition publique.

1.5. DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS

36. En date du 3 août 2017, le SECCE a transmis aux différentes parties concernées les faits essentiels examinés dans le cadre de la présente enquête et qui constitueront le fondement de sa décision d'appliquer ou non une mesure définitive et ce, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi 15-09 et de l'article 6.9 de l'Accord Antidumping de l'OMC. Un délai raisonnable a été accordé aux parties en vue de transmettre leurs commentaires et observations au SECCE.

37. Les parties ayant transmis leurs commentaires sont le producteur national MANAR, les exportateurs VESTEL et TSE et les importateurs SEMAG, FITCO et WHIRLPOOL ainsi que le Gouvernement turc.

38. L'examen et l'analyse de ces commentaires a permis de constater qu'il s'agit d'éléments développés par les parties dans des communications précédentes, notamment celles relatives aux résultats préliminaires et à l'audition publique. Néanmoins, bien qu'ils n'apportent pas de faits nouveaux de sorte à modifier les conclusions faisant l'objet des faits essentiels transmis aux parties, certains commentaires ont été repris dans le présent rapport.

2. PRODUIT OBJET DE L'ENQUETE ET PRODUIT SIMILAIRE

2.1 PRODUIT OBJET DE L'ENQUETE (PRODUIT CONSIDERE)

39. Le produit considéré est le « réfrigérateur de type ménager, à compression, de toute capacité, munis d'une ou plusieurs portes extérieures (à l'exception du réfrigérateur « side-by-side »⁴), originaire de Turquie, de Thaïlande et de Chine. Il relève actuellement des positions tarifaires SH 8418.10.00.11 ; 8418.10.00.19 ; 8418.21.00.10 ; 84.18.21.00.91 ; 84.18.21.00.99.

40. Le produit objet de l'enquête est un appareil électroménager, dont la fonction principale est la conservation des denrées périssables. Il se compose d'un compartiment principal dont la température se situe entre 0 et + 10 °C (compartiment réfrigérateur). Il peut également se composer d'un compartiment secondaire à basse température égale ou inférieure à - 6 °C pour la congélation des aliments (compartiment congélateur-conservateur).

41. Les droits de douane en vigueur lors de l'importation du produit considéré sont 0% pour l'origine Turquie et 25% pour les origines Thaïlande et Chine pour tous les types de réfrigérateurs sauf pour les réfrigérateurs d'une capacité inférieure à 100 litres (SH 8418.21.00.91) où un droit de douane de 2,5% est applicable.

2.2 PRODUIT SIMILAIRE

42. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 15-09, on entend par produit similaire « *le produit semblable à tous égards au produit considéré ou, en l'absence d'un tel produit, tout autre produit qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré* ».

⁴ Le « side-by-side » est un type de réfrigérateurs au sein de la catégorie des réfrigérateurs dits « combinés » (c'est-à-dire réfrigérateur-congélateur) qui est équipé d'au moins deux grandes portes extérieures séparées et juxtaposées verticalement.

43. En vue de permettre une comparaison équitable entre les produits considérés et les produits similaires, le SECCE a établi des références de produits (ou classes de produits) en prenant en considération les principales caractéristiques des réfrigérateurs qui influencent sur leurs prix. Des explications sur la construction de ces références de produits ont été fournies à toutes les parties concernées par la présente enquête⁵. De même, le SECCE a permis à ces parties de modifier ou proposer d'autres critères supplémentaires qui influencent sur les prix de réfrigérateurs selon les spécificités de leurs produits ou de présenter des remarques sur les caractéristiques établies par le SECCE.

2.2.1 SIMILARITE ENTRE LE PRODUIT CONSIDERE ET LE REFRIGERATEUR FABRIQUE LOCALEMENT

44. Lors de son examen de la similarité, le SECCE a constaté que les principales étapes de production des réfrigérateurs fabriqués localement et ceux importés sont similaires et coïncident avec celles retenues par les standards internationaux, à savoir : la tôlerie, la peinture, le circuit réfrigérant, le câblage, le thermoformage, l'assemblage, l'injection mousse (moussage), le montage et la maintenance. Les matières premières utilisées sont également similaires.

45. De même, ils sont destinés aux mêmes utilisations finales de base à savoir la conservation des aliments pour usage domestique et se basent sur le même principe « réfrigérateur à compression ».

46. Dans ses commentaires, l'un des producteurs exportateurs a soutenu que les modèles exportés vers le Maroc et ceux produits localement au Maroc ayant les mêmes codes produits (références) sont dans l'ensemble comparables. Toutefois, il a indiqué qu'il existe des différences dans la classe climatique, la classe énergétique et la capacité mais qui n'affectent pas la similarité des produits aux fins de la présente enquête. Il a demandé, dans ce cadre, à ce que ces différences soient prises en considération lors des ajustements à opérer dans le cadre du calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation.

47. De sa part, l'autre producteur exportateur a indiqué qu'il est difficile d'affirmer que les réfrigérateurs qu'il exporte sur le Maroc sont en concurrence directe avec les réfrigérateurs fabriqués au Maroc. Néanmoins, il a souligné que les réfrigérateurs ayant une capacité similaire (avec une tolérance de +/-10% de différence), une même position du congélateur et avec le même nombre de portes peuvent être considérés similaires vu que ces facteurs sont les plus fondamentaux qui influent sur les prix des réfrigérateurs.

48. Ainsi, sur la base des éléments d'information mis à sa disposition, le SECCE considère, à titre définitif, que le produit considéré est similaire au réfrigérateur fabriqué localement.

2.2.2 SIMILARITE ENTRE LE PRODUIT CONSIDERE ET LE REFRIGERATEUR FABRIQUE ET VENDU EN TURQUIE, EN THAÏLANDE ET EN CHINE

49. L'un des producteurs exportateurs a indiqué que les réfrigérateurs exportés vers le Maroc et ceux vendus sur son marché domestique sont similaires dans la mesure où ils sont fabriqués à partir des mêmes matières premières et selon le même procédé de fabrication. Par contre, ils existent des différences de caractéristiques techniques qui affectent la comparabilité des prix et qui doivent faire l'objet d'ajustements.

50. De sa part, l'autre producteur exportateur a mentionné que les réfrigérateurs exportés pour être vendus au Maroc sont différents de ceux produits et vendus dans le marché local. Lesdites différences concernent des caractéristiques techniques ainsi que des spécificités relatives à la demande du marché.

⁵ Lesdites explications ont été présentées dans les questionnaires d'enquête adressés aux exportateurs, aux importateurs et au producteur national.

Bien que cela n'affecte en rien la similarité des produits, des ajustements lors des calculs ont été demandés par le producteur exportateur et accordés par le SECCE.

51. Ainsi, il est considéré, à titre définitif, que les réfrigérateurs exportés au Maroc sont similaires à ceux commercialisés dans les pays concernés.

3. INDUSTRIE NATIONALE (BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE)

52. Au Maroc, le produit similaire est exclusivement fabriqué par le requérant qui a dûment coopéré à l'enquête. Étant donné que le requérant est le seul producteur du produit similaire au Maroc, sa production a représenté, pendant la période d'enquête, 100 % de la production nationale du produit similaire.

53. Dans certains commentaires, il a été indiqué que le requérant ne représente pas la branche de production nationale du fait qu'il est également importateur du produit considéré originaire de Turquie et qu'il doit, par conséquent, être exclu de la définition de « branche de production nationale » eu égard le caractère continu et régulier desdites importations et leur volume important.

54. En réponse, il convient de préciser que l'article 4.1 de l'Accord Antidumping dispose que :

*« Aux fins du présent accord, l'expression « branche de production nationale » s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits; toutefois, lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, l'expression « branche de production nationale » **pourra être interprétée** comme désignant le reste des producteurs. »*

55. Ainsi, le terme « pourra » indique clairement que l'exclusion d'un producteur, ayant un lien avec un exportateur ou un importateur ou en raison de ses importations, de la branche de production nationale n'est pas systématique.

56. Par ailleurs et suite à l'examen des données de l'enquête⁶, notamment celles du producteur national, il a été constaté que ses importations⁷ des pays concernés par l'enquête n'ont pas dépassé 8% de sa production en 2015 et 3% des importations globales en 2015 des pays concernés.

57. Ce qui témoigne bien que les importations du requérant en provenance des pays visés par l'enquête ont été effectuées dans des proportions très limitées qui ne pourraient être la cause du dommage subi ni briser le statut réel et principal qui qualifie MANAR comme étant producteur industriel. D'ailleurs, dans les renseignements fournis au cours de l'enquête, le producteur national a indiqué que ces importations s'inscrivaient dans le cadre d'une politique d'autodéfense à l'égard de la forte concurrence des importations en dumping des pays concernés, visant à satisfaire les attentes de certains de ses clients par des réfrigérateurs présentant certaines spécifications techniques et ce, en vue de préserver sa clientèle sur le plan général.

58. S'agissant du caractère continu et régulier desdites importations, une partie a fait référence à l'article 23 du décret n° 2-12-645, notamment son alinéa b), pour indiquer que dès lors que l'activité d'importation du producteur national est régulière, ce dernier est exclu de la définition de la branche de production nationale.

59. Il convient de rappeler dans ce cadre que ledit alinéa b. de l'article 23 susmentionné stipule que :

⁶ A noter que les données fournies par le producteur national concernant ses importations ont été confirmées à partir des statistiques officielles de l'Office des Changes

⁷ Voir tableau n° 22, 23 et 24 du présent rapport

« Un producteur est considéré lui-même importateur du produit considéré, lorsque :

- le volume de ses importations du produit considéré dépasse un pourcentage de sa production en produit similaire, fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du commerce extérieur et du ou des ministres concernés ;
- son activité d'importation de ce produit est régulière ;
- le chiffre d'affaire réalisé à partir des ventes de ces importations dépasse un pourcentage du chiffre d'affaire réalisé à partir de sa production en produit similaire, fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du commerce extérieur et du ou des ministres concernés ; et
- l'importation de ce produit est motivée par de considérations autres que la satisfaction d'une demande par une gamme de produit différente en termes de qualité ou de spécifications techniques par rapport au produit national similaire qu'il produit. »

60. Du point de vue du SECCE, la seule condition d'importation régulière ne peut constituer une raison suffisante pour considérer qu'un producteur est lui-même importateur, au sens de l'article 5 de la loi 15-09, et l'exclure de ce fait de la branche de production nationale, d'autant plus cette importation ne représente qu'une part très minime.

61. Ainsi, l'argument selon lequel le producteur national doit être exclu de la branche de production nationale, en raison de ses importations régulières, est infondé.

62. En outre, lors de l'évaluation de la situation de la branche de production nationale, le SECCE n'a pris en considération que la propre production de MANAR et non ses achats revendus en réfrigérateurs.

63. Ainsi et pour les besoins de la présente enquête, le SECCE estime qu'il n'est pas approprié d'exclure MANAR de la branche de production nationale dans la mesure où les importations réalisées par cette entreprise sont très limitées et ne constituent pas un élément structurel de son activité de réfrigérateurs.

64. En conséquence, le SECCE considère à titre définitif que MANAR constitue bien la branche de production nationale de réfrigérateurs au sens de l'article 5 de la loi 15-09.

4. DETERMINATION DE L'EXISTENCE DU DUMPING

65. L'article 6 de la loi 15-09 stipule qu' : « Un produit importé est considéré comme faisant l'objet d'un dumping si son prix à l'exportation vers le Maroc est inférieur à sa valeur normale ».

66. Ainsi, pour déterminer l'existence ou non de dumping, il est nécessaire de disposer des deux paramètres : prix d'exportation et valeur normale.

67. Ces deux paramètres doivent être ajustés en vue d'une comparaison équitable telle que prévue par l'article 9 de la loi 15-09 qui stipule que « la marge de dumping d'un produit est constituée par la différence entre son prix à l'exportation et la valeur normale de ce produit. Cette marge de dumping est établie sur la base d'une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale du produit considéré. »

68. Par ailleurs, l'article 8 du décret 2-12-645 indique que « la comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, visée au paragraphe 1 de l'article 9 de la loi n° 15-09 susvisée, est faite au même niveau commercial qui est de préférence le stade sortie usine et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. »

4.1 DETERMINATION DE LA VALEUR NORMALE

69. L'article 8 de la loi 15-09 stipule que : « La valeur normale, visée à ..., est déterminée sur la base :

1- du prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire, destiné à la consommation dans le pays exportateur. Toutefois, lorsque le produit ne fait que transiter par le pays d'exportation ou lorsqu'il n'y a pas de production de ce produit ou qu'il n'y a pas de prix comparable dans ce pays d'exportation, la valeur normale peut être établie sur la base du prix du produit similaire, destiné à la consommation dans le pays d'origine.

2- Dans le cas où aucune vente du produit similaire n'a eu lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière de ce marché ou du faible volume des ventes sur ce marché, de telles ventes ne peuvent pas servir de référence pour la détermination de la valeur normale, cette valeur normale est établie sur la base :

a) Soit du prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers, à condition toutefois que les ventes à l'exportation vers ce pays tiers soient effectuées selon les mêmes critères ;

b) Soit du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant représentant les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et une marge bénéficiaire raisonnable. ».

70. Conformément à ces dispositions, le SECCE a examiné pour les producteurs exportateurs, ayant participé à l'enquête, si leurs ventes domestiques de réfrigérateurs étaient représentatives. Autrement dit, si le volume total des ventes domestiques représentait au moins 5% du volume total des exportations vers le Maroc. Ce test a été réalisé d'une manière globale et par référence.

71. Pour l'un des deux producteurs exportateurs concernés, le test de représentativité a permis de classer ses produits en produits exportés vers le Maroc et vendus sur le marché domestique en quantités suffisantes, produits exportés vers le Maroc et vendus sur le marché domestique en quantités non représentatives et produits exportés vers le Maroc et non vendus sur le marché domestique.

72. Pour l'autre producteur exportateur, ledit test a montré que ses ventes domestiques étaient bien représentatives au cours de la période d'enquête.

73. Ensuite, le SECCE a vérifié si les ventes domestiques des deux producteurs exportateurs étaient effectuées au cours d'opérations commerciales normales, en d'autres termes, si elles étaient profitables. Pour ce faire, il a dû déterminer la proportion des ventes bénéficiaires à des clients indépendants sur le marché domestique et ce, en comparant le prix de vente sur le marché domestique facturé net des rabais et remises au coût de revient basé sur le coût de fabrication majoré d'un montant représentant les frais d'administration et de commercialisation et les frais généraux (SG&A).

74. Le test de rentabilité a permis de conclure que la plupart des ventes domestiques d'un producteur exportateur ont été réalisées à perte et par conséquent, n'ont pas été réalisées au cours d'opérations commerciales normales.

75. Ainsi pour ce producteur exportateur, la détermination de la valeur normale a été effectuée sur la base de la moyenne pondérée des prix de vente des transactions domestiques profitables pour les références exportées au Maroc en quantités suffisantes et dont le test de rentabilité est compris entre 20% (inclus) et 100% (non inclus). Ces prix ont été ajustés au stade sortie usine. Les ajustements ont concerné : les caractéristiques physiques, le transport domestique, le coût de crédit, l'assurance, le niveau du commerce, le coût de stockage et les frais de garantie, de service, de publicité, de montage et de manutention.

76. S'agissant des références exportées par ce producteur exportateur vers le Maroc et non vendues sur le marché domestique ou celles n'ayant pas été vendues en quantités représentatives sur le marché

domestique ou au cours d'opérations commerciales normales (100% de ventes à perte), la valeur normale a dû être construite.

77. Pour construire la valeur normale conformément à l'alinéa 2 de l'article 8 susmentionné, les frais d'administration et de commercialisation, les frais généraux et une marge bénéficiaire raisonnable, pour les ventes domestiques des produits similaires effectuées au cours d'opérations commerciales normales, ont été ajoutés aux coûts moyens de fabrication.

78. Cette méthodologie de construction de la valeur normale a fait l'objet de commentaires et ce, suite à la publication des résultats de la détermination préliminaire. En effet, ce producteur exportateur a remis en cause la marge de profit utilisée dans le calcul de la valeur normale construite ainsi que l'imputation des dépenses incluses dans les SG&A, relatives au marché domestique mais non encourues lors des ventes à l'exportation vers le Maroc, au coût de fabrication. Sur le marché domestique, ces dépenses concernent [confidentiel].

79. Après examen et analyse de ces commentaires, le SECCE a estimé qu'ils sont justifiés et a décidé de les prendre en compte dans les calculs de la valeur normale construite.

80. Suite à la transmission des faits essentiels, ce producteur exportateur a contesté la non prise en compte par le SECCE de sa remarque relative à l'utilisation, aux fins du calcul du profit moyen pour les besoins de construction de la valeur normale pour les produits exportés vers le Maroc mais non vendus sur le marché domestique, de références de produits qu'il a proposé au SECCE suite à la publication des résultats préliminaires. Il a justifié sa demande par le fait que pour les références de produits considérés par le SECCE, presque toutes les ventes domestiques de réfrigérateurs sont des modèles « RETRO » et a considéré que vu les différences de caractéristiques physiques entre les modèles « RETRO » et « NON RETRO », il est aberrant de considérer que ces références de produits sont des « références similaires » ou « plus proche en termes de caractéristiques physiques ». De même, il a appuyé sa demande par le fait que les marges de profit relatives aux modèles « RETRO » sont nettement différentes de celles appliquées aux modèles « NON RETRO ». En conséquence, il a suggéré d'utiliser d'autres références de produits.

81. Tout d'abord, il convient de rappeler qu'au stade de la phase préliminaire de l'enquête, le SECCE n'était pas encore informé de l'existence de modèles « RETRO » et « NON RETRO ». Ainsi pour construire la valeur normale pour les références de produits exportées au Maroc mais non vendues sur le marché domestique du producteur exportateur, il a établi un profit moyen en se basant sur des références de produits ayant des caractéristiques physiques et des coûts de fabrication aussi comparables que possible et ce, dans un souci de procéder à une comparaison équitable par le rapprochement entre les produits exportés au Maroc et ceux vendus sur le marché domestique.

82. Suite à l'examen de la proposition du producteur exportateur, il a été constaté que les références-produits qu'il a suggérées ne sont pas comparables à celles exportées vers le Maroc dans la mesure où plusieurs de leurs caractéristiques physiques (capacité en litrage, nombre de porte, position du congélateur) sont nettement différentes. De ce fait, le SECCE a estimé qu'il n'est pas approprié d'utiliser les références-produits suggérées par le producteur exportateur. La demande a donc été rejetée.

83. De même, ce producteur exportateur a mis l'accent sur l'utilisation d'un taux de change annuel dans le cadre de la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Selon lui, étant donné que les ventes de réfrigérateurs ne sont pas réparties uniformément tout au long de l'année, mais qu'elles sont au contraire saisonnières avec des périodes de pic, il n'est pas approprié d'utiliser le taux de change moyen annuel. Il a ainsi sollicité l'utilisation de taux de change moyens mensuels.

84. En examinant cette demande et tenant compte des fluctuations qu'ont connu les cours de changes au cours de l'année 2015, le SECCE a accepté cette demande d'utiliser des taux de change moyens mensuels pour l'année 2015.

85. Par ailleurs, ce producteur exportateur a également évoqué un commentaire relatif au modèle de réfrigérateurs dits « RETRO » vendus sur son marché domestique sous sa propre marque par l'intermédiaire de son propre réseau de distribution et non exportés vers le Maroc. Ainsi, il a demandé à ce que les transactions de ventes domestiques de ces réfrigérateurs soient exclues du calcul de la valeur normale ou, le cas échéant, introduire un nouvel ajustement pour les différences de caractéristiques physiques qui existent entre ces réfrigérateurs « RETRO » et les réfrigérateurs « normaux » exportés au Maroc tels le design et les couleurs particulières. Il a ainsi présenté des explications sur la méthodologie de quantification de l'ajustement suggéré basé sur la différence entre les coûts de production du modèle « RETRO », d'une part, et du modèle « normal », d'autre part, augmenté des dépenses SG&A ajustées et d'une marge de profit.

86. S'agissant de la demande d'écarter les ventes domestiques des réfrigérateurs « RETRO » du calcul de la valeur normale, le SECCE a estimé que cet argument n'est pas accepté dans la mesure où le producteur exportateur n'a pas fourni des éléments de preuve solides qui dénotent de l'existence de différences substantielles entre les produits et qui justifieraient raisonnablement que les deux modèles de réfrigérateurs ne peuvent pas être comparés. D'autant plus, dans ces réponses au questionnaire d'enquête, ledit exportateur a présenté les modèles RETRO sous une « référence produit ou classe produit »⁸, établie par le SECCE aux fins de la comparaison, ayant les mêmes caractéristiques que celle regroupant les modèles exportés vers le Maroc.

87. Concernant sa demande d'introduire un ajustement supplémentaire pour les différences de caractéristiques physiques et tenant compte de la méthodologie proposée par le producteur exportateur pour la quantification dudit ajustement, le SECCE a estimé que la valeur de l'ajustement est excessive et surévaluée. D'une part, parce qu'elle incorpore, en plus des frais liés aux coûts de fabrication notamment les matières premières utilisées objets de la différence à ajouter, d'autres frais liés aux dépenses SG&A et une marge de profit alors qu'il s'agit d'ajuster que des différences de caractéristiques physiques. D'autre part, la valeur normale concernant la référence produit incluant le modèle « RETRO » a été basée sur les prix et non construite.

88. Ainsi, dans la mesure où les modèles RETRO représentent des caractéristiques générales ressemblant étroitement à celle des autres modèles constituant la référence produit établie, et sachant bien que lesdits produits relèvent, selon les réponses dudit exportateur, de références de produits telles que transmises aux parties concernées depuis l'ouverture de l'enquête comme mentionné au sous-titre 2.2 du présent rapport, le SECCE a estimé que cette demande devait avoir lieu au moment d'ouverture de l'enquête et de préparation de la réponse au questionnaire à l'instar de ce qui a été fait par l'autre producteur exportateur qui a sollicité, dès l'ouverture d'enquête, la prise en compte de critères supplémentaires, dans l'établissement desdites références de produits, permettant une comparaison équitable entre les réfrigérateurs exportés vers le Maroc et ceux vendus sur son marché domestique. Au vu de ce qui précède, le SECCE a considéré que les éléments de preuve présentés par le producteur exportateur concerné ne permettent pas de justifier raisonnablement et objectivement le traitement demandé pour les modèles « RETRO » et, dès lors, cet argument a été rejeté.

⁸ Ces références de produits ou classes de produits ont été établies en prenant compte une certaine homogénéité des produits constituant ces références/classes. En respectant ce principe, les références de produits ainsi établies sont considérés comparables et l'exportateur concerné n'a pas soulevé de commentaires concernant ce classement au moment de réception des questionnaires ni au moment de la présentation de ses réponses.

89. Suite à la transmission des faits essentiels, le producteur exportateur a réitéré sa demande d'ajustement pour les modèles « RETRO ». Il a ainsi contesté la raison de réception tardive de sa demande d'ajustements évoquée par le SECCE.

90. Il importe de préciser, à cet égard, qu'en dépit des renseignements et données supplémentaires relatifs aux réfrigérateurs « RETRO », le SECCE a estimé qu'ils n'étaient pas suffisants pour justifier que les différences physiques affectaient effectivement la comparabilité des prix.

91. En outre, le SECCE considère que ladite demande d'ajustement intervenue environ un an après le dépôt de sa réponse au questionnaire d'enquête et 4 mois avant le délai maximal de clôture de l'enquête est effectivement tardive et ce, dans la mesure où, à cette phase de l'enquête, le SECCE ne disposait pas de temps suffisant pour examiner en profondeur les nouveaux renseignements et données supplémentaires étayant la demande d'ajustement.

92. S'agissant de l'autre producteur exportateur, le SECCE a constaté que ses ventes domestiques ont été réalisées au cours d'opérations commerciales normales. Ainsi, la valeur normale, par référence du produit, a été déterminée comme étant la moyenne pondérée de tous les prix de vente domestiques de la référence en question.

4.2 DETERMINATION DU PRIX D'EXPORTATION

93. L'article 7 de la loi 15-09 prévoit que :

« Le prix à l'exportation d'un produit, ... , s'entend du prix effectivement payé ou à payer pour le produit considéré vendu à l'exportation vers le Maroc. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas de prix effectivement payé ou à payer pour le produit considéré vendu à l'exportation vers le Maroc, ou lorsqu'il n'est pas possible de se fonder sur le prix à l'exportation en raison de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou un tiers, le prix à l'exportation peut être établi :

1) soit sur la base du prix auquel le produit considéré est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant au Maroc ;

2) soit sur toute base jugée raisonnable si le produit considéré n'est pas revendu à un acheteur indépendant ou si, ce produit n'est pas revendu dans l'état où il a été importé. ».

94. Pour un producteur exportateur et vu qu'il réalisait ses ventes au Maroc directement auprès des importateurs non liés (acheteurs indépendants), le prix à l'exportation a été établi sur la base du prix réellement payé ou à payer pour le produit concerné et ce, comme indiqué à l'article 7 susmentionné.

95. Ainsi, les prix moyens par référence ont été déterminés au stade « sortie usine » du producteur exportateur concerné. Les ajustements ont concerné : les frais de transport domestique, les frais de port, le coût de crédit, la taxe spéciale à la consommation, la classe climatique et la classe énergétique.

96. Suite à la publication des résultats préliminaires, une partie a contesté l'ajustement accordé à ce producteur exportateur relatif aux caractéristiques physiques liées à la classe climatique et énergétique.

97. Cette partie a expliqué, avec des éléments de preuve, qu'il n'existe aucune justification raisonnable permettant de considérer que les réfrigérateurs exportés vers le Maroc devraient avoir des classes climatiques et énergétiques différentes que les réfrigérateurs vendus sur le marché domestique du producteur exportateur. De même, la classe climatique et énergétique n'a aucune incidence sur la comparabilité des prix, puisque cette classe n'est définie par aucune norme et cela n'affecte en aucun cas la perception du consommateur.

98. Le producteur exportateur a présenté, à cet égard, des éléments d'information relatifs à l'existence d'une différence dans le coût de matériaux utilisés rendant les coûts de fabrication des modèles vendus

sur son marché domestique supérieurs aux coûts de fabrication de ceux exportés vers le Maroc avec des explications sur la méthode de quantification de cette différence.

99. Suite à l'examen et l'analyse de ces données et celles fournies en réponse au questionnaire d'enquête, il a été constaté, pour un certain nombre de références, que les coûts de fabrication des produits exportés sont supérieurs aux coûts de fabrication de ceux vendus localement.

100. Au vu de ce qui précède, le SECCE a estimé que l'argument avancé par le producteur exportateur est infondé et a décidé de ne pas accorder les demandes d'ajustements relatives à la classe climatique et la classe énergétique dans le cadre de la détermination finale de l'enquête.

101. Suite à la transmission des faits essentiels, ce producteur exportateur a contesté le rejet de ses demandes d'ajustements relatifs à la classe climatique et énergétique et a demandé à ce que ces ajustements soient pris en compte dans le cadre du calcul du prix d'exportation.

102. Suite à l'examen de ce commentaire, le SECCE a constaté que le producteur exportateur n'a pas fourni d'arguments et éléments d'information, autres que ceux fournis antérieurement dans les soumissions relatives à la détermination préliminaire, de sorte à modifier l'avis du SECCE concernant ces deux ajustements.

103. S'agissant de l'autre producteur exportateur, il a été constaté que ses ventes réalisées au Maroc ont été effectuées à travers un importateur lié. Pour ce producteur exportateur, le prix à l'exportation a été construit sur la base du prix de revente de l'importateur lié à ses clients indépendants au Maroc et ce, conformément à l'alinéa 1 de l'article 7 susmentionné.

104. Des ajustements ont été opérés au prix de revente aux premiers acheteurs indépendants au Maroc pour les rendre au stade sortie entrepôt de l'importateur lié. Ces ajustements ont concerné : les frais d'administration et de commercialisation, la marge de profit, le coût de crédit, les frais d'assurance, de stockage, de transport, de garantie et de publicité.

105. Ensuite, les prix obtenus ont été à nouveau ajustés pour être rendus sortie usine du producteur exportateur concerné. Ces ajustements ont concerné : les frais de courtage, les droits de douane, les commissions d'exportation, le transport international et les frais d'assurance et de transport domestiques.

106. Suite à la publication des résultats préliminaires, ce producteur exportateur a soulevé des remarques concernant la marge de profit et le calcul de l'ajustement relatif au droit de douane, utilisés dans la construction du prix à l'exportation et a demandé à ce que sa marge de dumping soit recalculée en tenant compte de ces remarques.

107. Après examen et analyse de ces remarques, le SECCE a estimé qu'elles sont fondées et appuyées d'éléments probants et a considéré que sa demande de prise en compte de ces modifications est justifiée.

4.3 COMPARAISON ET MARGE DE DUMPING

108. L'article 9 du décret 2-12-645 stipule que :

« La marge de dumping est établie sur la base :

- a. D'une comparaison entre une moyenne pondérée des valeurs normales et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation ;*
- b. D'une comparaison entre les valeurs normales et les prix à l'exportation, transaction par transaction ; ou*
- c. D'une comparaison entre une moyenne pondérée des valeurs normales et les prix à l'exportation transaction par transaction s'il est constaté que, d'après leur configuration, les prix à*

l'exportation différent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison visées aux alinéas a) et b) du présent article.

La marge de dumping en pourcentage est obtenue par le rapport entre la marge de dumping en absolu et la moyenne pondérée des prix à l'exportation du produit considéré. ».

109. Afin de déterminer la marge de dumping, le SECCE a procédé à la comparaison, par référence, du prix à l'exportation avec la valeur normale obtenus aux sous-titres 4.1 et 4.2 ci-dessus pour chaque producteur exportateur.

110. Il importe de noter que ladite comparaison a été faite au stade « sortie usine » de chaque producteur exportateur en tenant compte des différences affectant la comparabilité du prix à l'exportation et la valeur normale.

111. Une marge de dumping, pour chaque producteur exportateur, a été établie ainsi sur la base d'une moyenne pondérée des marges de dumping calculées pour chaque référence du produit.

4.4 CONCLUSION SUR L'EXISTENCE DU DUMPING

112. Au vu de ce qui précède, il est établi, à titre définitif, que les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie et de Thaïlande ont fait l'objet de dumping au cours de la période d'enquête.

113. S'agissant des réfrigérateurs importés de Chine et vu l'absence de collaboration des producteurs exportateurs chinois, le SECCE a établi ses conclusions définitives sur la base des meilleurs renseignements disponibles qui sont, pour le cas d'espèce, les données de la requête et ce, conformément aux dispositions de l'article 64 du décret 2-12-645.

114. Vu que les données de la requête ont établi trois marges de dumping pour la Chine pour les trois types de réfrigérateurs distingués selon leur capacité en litrage, la marge de dumping globale pour la Chine a été calculée sur la base d'une moyenne des trois marges de dumping susmentionnées pondérées par rapport à leurs quantités exportées de la Chine vers le Maroc au cours de l'année 2015.

115. Il importe de noter dans ce cadre que le SECCE a procédé, dans la limite des données dont il a pu disposer, à la vérification du prix à l'exportation ayant été utilisé dans la requête aux fins de l'évaluation de la marge de dumping. Le recoupement avec les statistiques officielles⁹ des importations a permis de constater la cohérence des données de la requête.

116. En conclusion, le SECCE a établi, à titre définitif, l'existence du dumping des importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine.

117. Les marges de dumping, définitivement établies, sont présentées dans le tableau suivant :

⁹ Données de l'Office des changes

Tableau n°3 : Marges de dumping définitives par exportateur

Exportateur	Origine	Marge de dumping
VESTEL TICARET A.S.	Turquie	14,13%
Autres exportateurs de Turquie	Turquie	14,13%
THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD.	Thaïlande	16,87%
Autres exportateurs de Thaïlande	Thaïlande	16,87%
Exportateurs de Chine	Chine	75,59%

5. DETERMINATION DE L'EXISTENCE DU DOMMAGE

5.1 EVALUATION CUMULATIVE DES EFFETS DES IMPORTATIONS CONCERNEES

118. Avant de procéder à l'analyse du dommage subi par la branche de production nationale conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°15-09, le SECCE a procédé à l'examen des conditions de l'évaluation cumulative des effets des importations originaires des pays concernés, conformément à l'article 3.3 de l'Accord antidumping et aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-645 qui stipule que :

« Lorsque les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'une enquête, l'autorité gouvernementale chargée du commerce extérieur peut procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations à la lumière des conditions de concurrence entre les importations du produit considéré de différentes origines et les conditions de concurrence entre le produit importé et le produit national similaire. » .

119. Les marges de dumping établies au titre du paragraphe 4 ci-dessus sont toutes supérieures au seuil de minimis, soit 2% du prix à l'exportation. De même, le volume des importations originaires de chacun des pays concernés n'est pas négligeable dans la mesure où leurs parts de marché sont respectivement 42% pour la Turquie, 21% pour la Thaïlande et 11% pour la Chine.

120. En ce qui concerne les conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire, l'examen des données de l'enquête a permis de constater que :

- Les réfrigérateurs fabriqués et vendus par la branche de production nationale et ceux importés de Turquie, de Thaïlande et de Chine présentent des caractéristiques physiques et techniques similaires ainsi que des utilisations de base identiques.
- Le volume des importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine a connu une croissance durant la période 2010-2015, et les parts de marché de ces importations ont également connu une tendance à la hausse sur cette même période.
- Les ventes de réfrigérateurs au Maroc, qu'ils soient importés ou produits localement, se font à des catégories similaires de clients finaux.
- Les prix unitaires à l'importation des réfrigérateurs originaires des pays concernés sont situés à des niveaux similaires au cours de la période examinée, entre eux et comparativement aux prix pratiqués par l'industrie nationale.

121. Ainsi, les conditions de concurrence entre les importations originaires des pays visés par l'enquête et le produit similaire fabriqué localement sont établies du fait que les produits importés se font concurrence entre eux et sont en concurrence avec les produits fabriqués par la branche de production nationale.

122. En réaction aux résultats de la détermination préliminaire, une partie a avancé dans ses commentaires que l'industrie nationale s'est contentée de produire des chiffres relatifs à la hausse des importations sans se référer aux conditions de concurrence existantes évoquées dans l'article 19 du décret. De même, lors de l'audition publique, cette partie a souligné que les conditions de concurrence sont plus rudes sur le marché marocain que sur le marché turc compte tenu des différences dans les circuits de distribution.

123. Il importe de rappeler à cet égard que, conformément aux dispositions de l'article 19 susmentionné et comme expliqué ci-dessus, le SECCE a procédé, à partir des données et renseignements fournis par les différentes parties, à l'examen de l'évaluation cumulative des effets des importations et ce, à la lumière des conditions de concurrence entre, d'une part, les importations

de réfrigérateurs originaires des pays concernés et, d'autre part, entre le produit importé et le produit national similaire.

124. Bien qu'aucun élément probant n'ait été fourni à cet égard, le SECCE a établi, dans la limite des données dont il a pu disposer au cours de l'enquête, que ces propos ne démontrent nullement que les conditions de concurrence sont plus rudes sur le marché marocain comparativement au marché turc. Ainsi, il a été estimé que lesdits propos ne peuvent être retenus et ne sont pas de nature à modifier la conclusion du SECCE sur l'évaluation cumulative établie au paragraphe 81 du rapport préliminaire.

125. Au vu de ce qui précède, le SECCE estime que les critères énoncés à l'article 3.3 de l'Accord antidumping et l'article 19 du décret n°2-12-645 sont remplis et considère à titre définitif que l'effet des importations originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine peut être évalué d'une manière cumulative aux fins de l'analyse du dommage et du lien de causalité.

5.2 EVOLUTION DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET DE DUMPING

126. Certaines parties ont évoqué, suite à la détermination préliminaire et à la divulgation des faits essentiels, que le choix de la période 2010-2015 pour les besoins de l'analyse du dommage n'est pas approprié en indiquant que restreindre l'analyse des données sur une période plus récente permettra d'aboutir à des indications plus précises sur l'existence du dommage actuel. Dans ce cadre, l'une des parties a fait référence au rapport de l'Organe d'Appel dans le cadre de l'affaire Mexique – mesures antidumping visant la viande et le riz (plainte concernant le riz) selon lequel *« les conditions régissant l'imposition d'un droit antidumping – dommage causé par le dumping – devraient exister à ce moment-là », « la détermination sur le point de savoir si un dommage existe devrait se fonder sur des données qui donnent des indications sur la situation régnant lorsque l'enquête a lieu » et « des données plus récentes donneront probablement de meilleures indications au sujet du dommage actuel ».*

127. Il convient de noter que l'examen par l'Organe d'appel de cette question dans l'affaire susmentionnée ne concerne pas le caractère de nombre d'années incluses dans la période d'enquête, mais plutôt le fait que la période considérée doit être aussi proche que cela est faisable de la date d'ouverture de l'enquête. En effet, dans son enquête antidumping sur la viande et le riz, le Ministère de l'économie du Mexique a examiné des données pour une période couverte par l'enquête allant de mars à août 1999 aux fins de sa détermination de l'existence du dumping et de mars à août pour les années 1997, 1998 et 1999 aux fins de son analyse du dommage. L'enquête a été ouverte le 11 décembre 2000 soit, 15 mois après la fin de la période couverte par l'enquête.

128. Toutefois, bien que la finalité de l'examen prévu à l'article 3.4 de l'Accord antidumping est d'examiner la situation actuelle de la branche de production nationale, le SECCE considère qu'il est indéniable que cela ne peut se faire qu'à travers une comparaison avec une situation antérieure sur laquelle ledit accord ne comporte aucune règle spécifique.

129. En outre dans son rapport, l'Organe d'appel a indiqué que *« Cela, naturellement, n'implique pas que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas autorisées à établir une période couverte par l'enquête qui s'étend sur une période écoulée. Nous notons que, [...], le Groupe spécial n'a pas dit que l'Accord antidumping exigeait une coïncidence dans le temps entre l'enquête et les données utilisées dans le cadre de l'enquête. Au contraire, le Groupe spécial a reconnu ce qui suit : "il est bien établi que les données sur lesquelles repose [la détermination selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping causent un dommage] peuvent se rapporter à une période écoulée, communément appelée la période couverte par l'enquête". Afin de déterminer si un dommage causé par un dumping existe lorsque l'enquête a lieu, des "données historiques" peuvent être utilisées. Nous pensons comme le Groupe spécial, toutefois, que des données plus récentes donneront probablement de meilleures*

indications au sujet du dommage actuel.¹⁰ » De même, il a reconnu que « Nous pensons [...] que l'utilisation d'une période éloignée aux fins de l'enquête ne constitue pas en soi une violation de l'article 3.1.¹¹ »

130. Ainsi, le SECCE considère que le fait que les données sur lesquelles il s'est basé pour déterminer l'existence du dommage causé par le dumping se rapportaient à une période écoulée n'est nullement non conforme à l'avis de l'Organe d'appel, dans la mesure où, ces renseignements étaient pertinents pour apprécier la situation actuelle et permettaient d'appréhender de meilleures indications au sujet du dommage actuel.

131. Au vu de ce qui précède, le SECCE considère que les arguments avancés par certaines parties, selon lesquels le choix de la période 2010-2015 n'est pas approprié pour la détermination du dommage causé par le dumping dans la présente enquête, ne peuvent être retenus.

5.2.1 EVOLUTION DU VOLUME DES IMPORTATIONS EN ABSOLU

132. Au cours de la période considérée, le volume des importations des pays concernés a connu une augmentation importante atteignant 128% en 2011 et 18% en 2012. Bien que l'année 2013 ait été marquée par un léger recul de 5,8% du volume importé, une tendance à la hausse a de nouveau été observée, de l'ordre de 2,11% en 2014 et 12,8% en 2015. En somme, le volume des importations a connu une hausse significative atteignant 191% au cours de la période considérée 2010-2015, passant de 102882 unités en 2010 à 299454 unités en 2015.

133. Par ailleurs, la part dans les importations totales des importations en provenance de Turquie, de Thaïlande et de Chine est passée de 51% en 2010 à 59% en 2011, 67% en 2012 et puis 77% en 2013. En 2014 et 2015, cette part s'est stabilisée à 75% et 74% respectivement. Il convient de noter que l'augmentation de la part des importations des pays concernés a eu lieu au détriment des importations originaires des autres pays dont la part n'a pas cessé de baisser passant de 49% en 2010 à 41% en 2011, 33% en 2012, 23% en 2013, 25% en 2014 et 26% en 2015.

Tableau n°4 : Volume des importations des réfrigérateurs entre 2010 et 2015

Pays	2010		2011		2012		2013		2014		2015		Taux de croissance 2010-2015
	Quantité (u)	Part %	Quantité (u)	Part %	Quantité (u)	Part %	Quantité (u)	Part %	Quantité (u)	Part %	Quantité (u)	Part %	
Turquie	75305	37	123379	31	163329	59	139312	41	141943	40	169097	42	125%
Thaïlande	15735	8	57941	15	46044	17	64048	19	70063	20	84389	21	436%
Chine	11842	4	53204	14	66752	16	56558	17	53402	15	45968	11	288%
Total pays concernés	102882	51	234524	59	276125	67	259918	77	265408	75	299454	74	191%
Autres pays	98411	49	160885	41	135715	33	76533	23	88042	25	102597	26	4%
Total	201323	100	395409	100	411840	100	336451	100	353450	100	402051	100	

Source : Données collectées auprès de l'Office des changes et de l'industrie nationale

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire Mexique-Mesure antidumping visant la viande et le riz, paragraphe 166.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire Mexique-Mesure antidumping visant la viande et le riz, paragraphe 167.

134. Parmi les trois pays concernés, la Thaïlande est le pays ayant enregistré la plus forte augmentation avec un taux de croissance de 436% sur la période 2010-2015, suivi par la Chine avec un taux de croissance de 288%. Les importations originaires de Turquie ont de leur côté enregistré une croissance de 125%.

135. Prises individuellement, l'analyse des importations au cours de la période 2010 à 2015 originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine a permis de constater que les parts, dans les importations totales, de Turquie et de Thaïlande ont été marquées par une tendance haussière. En effet pour la Turquie, cette part a augmenté de 37% en 2010 à 59% en 2012. Après une baisse à 41% en 2013, la part de ces importations s'est stabilisée en 2014 et 2015 à 40 et 42%, respectivement. S'agissant de la Thaïlande, sa part dans les importations a connu une tendance continue à la hausse passant de 8% en 2010 à 21% en 2015.

136. Pour les importations d'origine chinoise, leur part dans les importations a été maintenue à un niveau stable au cours de la période examinée (2010-2015) avec un léger recul à 11% à la fin de ladite période. Cependant, en s'attellant à une analyse plus approfondie par type de produit et en se basant sur les données disponibles, le SECCE a pu déceler une évolution notable concernant principalement les réfrigérateurs de capacité inférieure à 100 litres (SH : 8418.21.00.91).

137. En effet, en dépit de la tendance baissière qu'ont connu les importations chinoises des autres catégories du produit objet de l'enquête, les importations des réfrigérateurs dont la capacité est inférieure à 100 litres, et comme le démontre le tableau suivant, ont enregistré un saut significatif, passant de 7990 unités importées en 2011 à 23072 unités en 2015, soit un taux d'accroissement de 189%. Les importations chinoises concernent donc principalement les réfrigérateurs d'une capacité inférieure à 100 litres, catégorie qui a réussi en 2015 à s'accaparer 50% du total des importations chinoises de réfrigérateurs.

Tableau n°5 : Volume des importations de réfrigérateurs originaires de la Chine détaillé par catégorie

SH	En unité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Part dans les importations totales 2015
8418.10.00.11	Capacité supérieure à 400L	3740	3116	4755	1736	1421	1411	3%
8418.10.00.19	Capacité inférieure ou égale à 400L	7096	13760	23702	15668	17342	17897	39%
8418.21.00.10	Capacité supérieure à 100L	1006	2508	354	2447	2958	1893	4%
8418.21.00.91	Capacité inférieure ou égale à 100L	0	7990	15622	27511	28330	23072	50%
8418.21.00.99	Autres	0	25830	22319	9196	3351	1695	4%
Total		11842	53204	66752	56558	53402	45968	100%

Source : Données de l'Office des Changes

138. Une partie intéressée a fait valoir que le volume des importations originaires des pays visés n'a connu aucune augmentation notable en absolu sur les quatre dernières années et qu'il est resté stable tout au long de la période.

139. L'examen des données disponibles sur les importations a permis de constater que les volumes d'importation des réfrigérateurs en provenance des pays visés ont bel et bien connu une augmentation substantielle pendant la période examinée.

140. Comme l'indique le tableau n°2, lesdites importations ont suivi une tendance haussière entre 2010 et 2015 et ont plus que doublé en fin de période. Le taux de croissance en 2015 par rapport à 2010 a atteint 191%.

141. D'autres commentaires ont indiqué que les importations originaires de Thaïlande sont restées stables durant la période examinée et que nulle augmentation ne fut observée à leur sujet.

142. Dans ce cadre, les données de l'enquête ont permis de constater que les importations des réfrigérateurs originaires de Thaïlande ont augmenté d'une manière significative durant la période d'enquête et ce, malgré le droit d'importation de 25% auquel elles sont soumises. En effet, lesdites importations ont enregistré une croissance de 436% entre 2010 et 2015, passant de 15735 unités à 84389 unités.

143. Certaines parties ont contesté le choix de la période d'enquête qui couvre la période 2010 à 2015 et ont considéré que cette dernière devait se limiter à la période 2012 à 2015.

144. En complément aux explications et raisons établies, à cet égard, au sous-titre 5.2, le SECCE réitère que le choix de la période d'enquête 2010-2015 aux fins de l'analyse du dommage, a permis de mieux apprécier les tendances des importations et des différents indicateurs de dommage analysés, dans la mesure où, l'importation des pays concernés a commencé à prendre de l'ampleur à compter de l'année 2011. En effet, malgré la présence en 2010 des produits importés, cela n'a pas empêché l'industrie nationale de préserver une part de marché raisonnable de ■% contre ■% pour les pays concernés et ■% pour les autres pays (voir tableau n° 19).

145. De même, restreindre ladite période aux années 2012 à 2015 ne permettrait pas d'appréhender l'évolution réelle des importations, notamment celles visées par l'enquête, qui se sont accaparées progressivement des parts de marché importantes au détriment de l'industrie nationale.

146. Un autre commentaire a également porté sur les importations de réfrigérateurs des pays visés par l'enquête qui ont connu une augmentation de l'ordre de 11,9% entre 2014 et 2015 alors que celles émanant des autres pays ont connu une hausse beaucoup plus significative de l'ordre de 26,3%.

147. Le SECCE tient à préciser, d'abord, que les données relatives aux importations¹² objets de l'enquête ont révélé une augmentation de 12,8% des importations de réfrigérateurs originaires des pays visés entre 2014 et 2015 et de 16,53% pour les importations provenant des autres pays.

148. De même, le SECCE considère que l'examen de la tendance des importations sur deux années (2014 et 2015) ne constitue en rien une base de jugement solide et objective aux fins de l'analyse de l'évolution des importations.

149. Toutefois et en réponse au commentaire précité, le SECCE considère que malgré la hausse de 16,53% enregistrée entre 2014 et 2015 pour les autres pays, leur part dans les importations demeure très limitée ne dépassant pas 26% en 2014 et 2015. De même, leurs prix unitaires moyens se sont situés à 2449 dhs 2014 et 2656 dhs en 2015, supérieurs de 30% des prix unitaires moyens des importations provenant des pays visés par l'enquête.

¹² Données du tableau n°2

5.2.2 EVOLUTION DU VOLUME DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET DE DUMPING PAR RAPPORT A LA PRODUCTION ET A LA CONSOMMATION NATIONALES

150. En relatif, l'examen des données a permis de constater que la part des importations en provenance des pays concernés dans la production nationale a considérablement augmenté au cours de la période 2010-2015 en passant de 71% en 2010 à 228% en 2015, réalisant ainsi un taux de croissance de 220%. En effet, cette part a connu une augmentation exponentielle entre 2010 et 2013, passant de [60-80]% à [250-270]%, suivie d'une légère baisse à [210-230]% en 2014 pour se stabiliser à [225-240]% en 2015.

Tableau n°6 : Part des importations des réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine dans la production et la consommation nationales

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Taux de croissance
Importations des pays concernés (Unités)	102882	234524	276125	259918	265408	299454	
Production nationale (Unités)							-9%
En indice (2010=100)	100	96	95	68	84	91	
Part des importations dans la production nationale %	[60-80]	[165-190]	[200-220]	[250-270]	[210-230]	[225-240]	220%
En indice (2010=100)	100	238	284	373	308	320	
Consommation nationale (Unités)							55%
En indice (2010=100)	100	162	168	127	142	157	
Part des importations dans la consommation nationale %	[25-30]	[35-48]	[45-55]	[52-62]	[55-65]	[45-57]	90%
En indice (2010=100)	100	159	179	203	193	190	

Source : Données collectées auprès de l'Office des changes et de l'industrie nationale

151. De même, lesdites données témoignent d'une nette augmentation de la consommation nationale qui est passée de [] unités en 2010 à [] unités en 2015, soit un taux de croissance de 55%.

152. S'agissant de la part des importations dans la consommation, elle est passée de [25-30]% en 2010 à [45-57]% en 2015, soit un taux de croissance de 90% au cours de cette période. En effet, cette part a connu une augmentation significative entre 2010 et 2013, passant de [25-30]% à [52-62]%, avant de se stabiliser à la fin de la période examinée à [45-57]%.

153. Au vu de ce qui précède, les importations originaires des pays concernés se sont accaparées une part importante du marché des réfrigérateurs au Maroc qui a presque doublé entre 2010 et 2015.

154. En guise de conclusion, que ce soit en terme absolu ou par rapport à la production ou la consommation nationale, les importations des réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine ont réalisé une croissance substantielle au cours de la période 2010-2015 au détriment de la production nationale dont les chiffres ont chuté de façon notable dans cette même période.

155. Certains commentaires ont allégué l'absence de toute augmentation notable des importations des pays concernés que ce soit par rapport à la consommation ou par rapport à la production nationale en indiquant que la part de marché de ces importations est restée stable durant la période examinée.

156. Il convient de réitérer, à cet égard, que les données de l'enquête, notamment celles présentées dans le tableau précédent, indiquent bien que la part des importations provenant des pays concernés dans la production a connu une tendance ascendante au cours de la période d'enquête passant de [60-

80]% en 2010 à [225-240]% en 2015, soit une hausse de 220%. Il en est de même pour la part de marché qui s'est accrue de 90% passant de [25-30]% en 2010 à [45-57]% en 2015.

157. Une partie a considéré que la baisse de la consommation en 2013 a causé non seulement la baisse du volume de production nationale mais également la baisse du volume des importations.

158. Il importe de préciser, à cet égard, qu'effectivement la consommation a connu en 2013 une baisse de 15,8% comparativement à 2012. Toutefois, il convient de constater que cela n'a impliqué qu'une légère baisse de 6% des importations alors que la production nationale a chuté de 28%. Ce qui dénote que l'impact de la baisse de la consommation a été plus significatif et particulièrement grave pour ce qui est de la situation de l'industrie nationale que pour celle des importations.

159. Au vu de ce qui précède, il est conclu, à titre définitif, que les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine ont connu une augmentation importante au cours de la période considérée, en absolu et par rapport à la production et la consommation nationales.

5.3 EFFET DES IMPORTATIONS EN DUMPING SUR LES PRIX DES REFRIGERATEURS FABRIQUES LOCALEMENT

5.3.1 SOUS-COTATION DES PRIX

160. Afin d'évaluer la sous-cotation des prix, le SECCE a procédé par la comparaison, pour l'année 2015, des prix de vente moyens pondérés, par référence, pratiqués par l'industrie nationale à l'égard des acheteurs indépendants sur le marché marocain et les prix de vente moyens pondérés, par référence, des réfrigérateurs importés pratiqués par les importateurs sur le marché local à des acheteurs indépendants.

161. Les prix de vente moyens pondérés de l'industrie nationale ont été rendus au stade sortie usine alors que les prix de vente pratiqués par les importateurs ont été pris au stade sortie entrepôt de ces importateurs.

162. Etant donné que l'un des producteurs exportateurs, ayant participé à l'enquête, vendait au Maroc à travers un importateur exclusif, tous les prix de vente de cet importateur à ses clients indépendants ont été pris en considération aux fins de l'évaluation de la sous cotation pour le producteur exportateur concerné.

163. Par ailleurs, vu que l'autre producteur exportateur commercialisait ses produits au Maroc à travers plusieurs importateurs, le SECCE s'est basé, pour l'évaluation de la sous cotation pour ce producteur exportateur, sur les prix de vente sortie entrepôt des importateurs ayant participé à l'enquête. Seules les ventes des réfrigérateurs importés dudit producteur exportateur ont été prises en considération. Elles totalisent 31% de ses exportations vers le Maroc.

164. L'évaluation de la sous cotation, ainsi effectuée au titre de la détermination préliminaire, a permis d'établir l'absence de sous cotation d'une façon générale. En effet pour l'un des producteurs exportateurs, tous ses réfrigérateurs étaient commercialisés à des prix supérieurs à ceux de l'industrie nationale. Pour l'autre producteur exportateur, plus de la moitié de la quantité des réfrigérateurs examinée pour le calcul de la sous cotation est vendue à des prix inférieurs à ceux pratiqués par l'industrie nationale. Pour le reste de ses réfrigérateurs, aucune sous cotation n'a été constatée.

165. Suite à la publication des résultats préliminaire de l'enquête et aux propos avancés par certaines parties au cours de l'audition publique selon lesquels l'industrie nationale n'aurait pas subi de dommage en raison de l'absence de l'effet sur les prix, une partie a remis en cause la méthodologie de

calcul de la sous cotation et a demandé au SECCE d'approfondir l'examen et l'analyse des données en comparant les produits de même gamme.

166. Il importe de préciser que l'évaluation de la sous cotation a été effectuée au cours de la phase préliminaire en comparant les produits selon les références de produits tels que définis dans les questionnaires d'enquête. Bien que cette méthodologie n'a pas permis d'établir, globalement, l'existence de sous cotation, il a été clairement indiqué qu'une grande part des importations provenant d'un producteur exportateur était vendue à des prix inférieurs à ceux pratiqués par l'industrie nationale.

167. Par ailleurs et suite à ces commentaires, le SECCE a entrepris son analyse des données ayant servi au calcul de la sous cotation et a constaté qu'au cours de l'année 2015 la marge de profit nette pratiquée par le producteur national n'a pas dépassée ■%. Estimant que ladite marge de profit ne permet pas de couvrir ses charges, le SECCE a décidé de reconsidérer les prix de vente du producteur national moyennant une marge de profit nette de [10-17]% estimée raisonnable dans des conditions de ventes normales.

168. En absence d'autres producteurs nationaux de réfrigérateurs, le choix par le SECCE de cette marge de profit a été basé sur une comparaison de la situation du producteur national avec celle d'un producteur exportateur dans un autre pays dans la mesure où le marché de ce dernier peut être considéré comme similaire et géographiquement proche au marché marocain.

169. L'analyse des données de ce producteur exportateur a permis de constater que, pour ses ventes profitables, les marges de profit nettes varient entre ■ et ■% avec une moyenne pondérée de ■%. En outre, les frais administratifs, généraux et de commercialisation (SG&A) représentent entre ■ et ■% du coût de production. Ce qui mène à constater une marge de profit brute variant entre ■ et ■%.

170. En considérant que, dans des conditions normales du marché, le producteur national pourrait réaliser une marge de profit brute de [20-35]% et tenant compte des renseignements fournis dans sa réponse au questionnaire et qui permettent de noter que les SG&A représentent ■ à ■% de son coût de production, ladite marge de profit nette semble être raisonnablement justifiée.

171. Sur cette base, la réévaluation de la marge de sous cotation a permis de constater que, pour l'un des producteurs exportateurs, ses produits étaient vendus au Maroc à des prix inférieurs de 10,10% des prix pratiqués par l'industrie nationale pour des produits similaires. Pour l'autre producteur exportateur, les prix de ventes de ses produits sur le marché marocain ne permettaient pas d'observer l'existence de sous cotation.

172. Il importe de noter que l'absence de sous cotation ne signifie toutefois pas que les prix à l'importation des produits objet de l'enquête n'auraient pas causé un dommage. Les prix pratiqués par le producteur national sont le résultat d'une forte dépression des prix exercée par les prix bas à l'importation faisant l'objet du dumping.

5.3.2 DEPRESSION DES PRIX DE VENTE DES REFRIGERATEURS FABRIQUES LOCALEMENT

173. D'après les données relatées par le tableau suivant, les prix unitaires moyens de vente des réfrigérateurs ont manifestement baissé au cours de la période 2010 à 2015. Cette baisse est évaluée à 7% entre 2010 et 2015, où les prix respectifs étaient de l'ordre de ■ et ■ dhs.

174. Par ailleurs, l'analyse de la tendance des prix, au cours de la période considérée, témoigne certes, d'une légère hausse de 6% entre 2010 et 2012. Toutefois, à partir de l'année 2013, une tendance

baissière a été enregistrée atteignant -3,18% en 2013, -7,57% en 2014 et -1,9% en 2015. Le prix de vente enregistré en 2015 demeure le plus bas durant toute la période examinée.

175. Ceci traduit vraisemblablement l'impact de la pression sur les prix de l'industrie nationale exercée par les importations originaires de de Turquie, de Thaïlande et de Chine.

Tableau n°7 : Prix de vente moyen des réfrigérateurs fabriqué par l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Prix unitaire moyen de vente des réfrigérateurs fabriqués par l'industrie nationale (dhs)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	104	106	102	95	93

Source : Données collectées auprès de l'industrie nationale

5.3.3 EMPECHEMENT DES HAUSSES DES PRIX

176. L'examen des données de l'enquête a permis de constater que, d'une manière générale, le rapport entre le coût de production moyen et le prix de vente moyen du produit fabriqué par l'industrie nationale a été relativement stable au cours de la période considérée.

177. De même, il est évident que les investissements engagés par l'industrie nationale au cours de cette période ont permis de réduire considérablement ses coûts de production qui sont passés de ■ dhs/unité en 2010 à ■ dhs/unité en 2015.

178. Cependant, les données de l'enquête ont également permis de constater qu'au cours de la période d'enquête, les prix de ventes de l'industrie nationale ont été marqués par une baisse continue, témoignant ainsi de l'existence sur le marché d'une pression exercée par les importations en dumping sur les prix intérieurs. Ce qui s'est répercuté également sur la baisse considérable de ses marges.

179. En somme, la baisse des coûts de production, qui aurait dû permettre à l'industrie nationale d'améliorer sa situation, lui a uniquement permis de faire face à la concurrence de plus en plus accrue des importations et limiter dans la mesure du possible l'aggravation du dommage subi.

180. En réaction aux résultats préliminaires de l'enquête, une partie a noté que le SECCE s'est suffi à indiquer que les prix moyens des réfrigérateurs fabriqués par l'industrie nationale ont diminué entre 2010 et 2015 sans en analyser les causes. Cette partie a également fait valoir, dans ses commentaires lors de l'audition publique, que cette baisse des prix du requérant est la conséquence logique de la baisse de ses coûts de production. De même, il a considéré que le ratio entre les coûts de production et le prix de vente moyen de la branche de production nationale a diminué témoignant de l'absence d'empêchement de l'augmentation des prix.

181. En réponse à ces commentaires, le SECCE tient à préciser que la diminution des coûts de production n'a pas profité à l'industrie nationale. En effet, certes cette diminution lui a permis de baisser ses prix en vue de faire face à la concurrence des produits en dumping. Toutefois, cette baisse des prix ne s'est pas opérée sans dégâts car pour maintenir un niveau de vente acceptable et un minimum de part de marché, sa profitabilité s'est vue réduite à des niveaux anormalement bas.

182. Concernant l'empêchement de l'augmentation des prix, le SECCE considère qu'en dépit de la baisse qu'a connue le ratio entre le coût de production et le prix de vente de l'industrie nationale entre

2010 et 2012, il a été marqué dans les années suivantes par une fluctuation entre hausse et baisse. Ce qui témoigne d'une situation instable d'une année à une autre. Ce qui ne permet nullement de conclure qu'au cours de la période examinée ledit ratio a connu une baisse qui pourrait être expliquée par l'absence de l'empêchement de l'augmentation des prix.

Tableau n°8 : Evolution de la part du coût de production dans le prix de vente

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Coût de production	■	■	■	■	■	■
indice (2010=100)	100	99,73	101	101	91	90
Prix de vente moyen	■	■	■	■	■	■
indice (2010=100)	100	104	106	102	95	93
Marge unitaire	■	■	■	■	■	■
indice (2011=100)	0	100	112	39	93	65
Coût de production/prix de vente	■	■	■	■	■	■
indice (2010=100)	100	96	96	98	96	97

Source : Données de l'industrie nationale

183. Au vu de ce qui précède, il est établi à titre définitif que les importations en dumping ont eu un effet notable sur les prix des réfrigérateurs fabriqués localement dans la mesure où elles ont eu pour effet de déprimer les prix intérieurs et d'empêcher leur augmentation.

5.4 EFFET DES IMPORTATIONS EN DUMPING SUR LA SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE DES REFRIGERATEURS

184. Conformément aux prescriptions de l'article 18 du décret n°2-12-645 pris pour l'application de la loi n°15-09 relative aux mesures de défense commerciale, qui prévoit que :

« L'examen de l'incidence des importations du produit considéré sur la branche de production nationale, comporte une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, notamment : a) la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part du marché, de la productivité, du retour sur investissement, de l'utilisation des capacités de production; b) l'influence effective ou potentielle sur les prix intérieurs; c) l'importance de la marge de dumping ; et d) les effets négatifs, effectifs ou potentiels sur, le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de financement et de réinvestissement. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante » ;

le SECCE a procédé, sur la base des données collectées auprès de l'industrie nationale, à un examen de l'évolution de tous les facteurs et indices économiques qui influent sur la situation de la branche de production nationale au cours de la période de cinq ans allant de 2010 à 2015.

5.4.1 PRODUCTION

185. Les données relatives à la production nationale ont montré une tendance baissière au cours de la période 2010-2013. En effet, la production nationale est passée de ■ unités en 2010 à ■ unités en 2013 soit une baisse de 32%. Malgré un rebond en 2014 et 2015, les volumes de production enregistrés en 2014 et 2015 sont restés en deçà des volumes réalisés en début de la période examinée.

Tableau n°9 : Volume de la production nationale des réfrigérateurs

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production nationale (Unités)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	96	95	68	84	91

Source : Données de l'industrie nationale

186. Le SECCE a reçu des commentaires selon lesquels la production et l'utilisation des capacités de production se sont en réalité améliorées et que le dommage causé à l'industrie nationale serait dû à d'autres facteurs dont une surcapacité du producteur national.

187. Il est à noter que les renseignements mis à la disposition du SECCE ont permis de constater que la décision de l'industrie nationale d'augmenter ses capacités de production était basée sur un besoin de moderniser l'outil de production pour mieux se préparer aux évolutions futures et l'évolution de la demande nationale. Néanmoins, la concurrence ardue des importations originaires des pays visés ont remis en cause ses perspectives.

188. Suite aux résultats de la détermination préliminaire, une partie a fait valoir dans ses commentaires, qu'entre 2013 et 2015, le volume de production a connu une tendance particulièrement haussière.

189. Le SECCE tient à rappeler, comme expliqué au sous-titre 5.2 du présent rapport, que la période considérée pour l'examen du dommage et notamment la situation de l'industrie nationale est bien 2010-2015. Le fait d'observer l'augmentation de production entre 2013 et 2015 ne peut constituer, en soit, un élément objectif dans le cadre de l'analyse et l'appréciation du dommage subi par l'industrie nationale.

190. En effet, la constatation de cette augmentation de la production nationale entre 2013 et 2015 est due essentiellement à la situation particulière de l'année 2013, où la consommation nationale en réfrigérateurs a connu un fléchissement non négligeable engendrant à la fois une baisse des importations (6%) et de la production nationale (28%) et ce, comme indiqué au paragraphe 146. Ce qui a permis d'observer la soi-disant hausse de la production nationale.

191. Cependant et abstraction faite de l'année 2013, considérée comme étant une année particulière, le SECCE estime que la baisse du volume de production de l'industrie nationale a bien eu lieu au cours de la période d'enquête et que les commentaires susmentionnés ne sont pas de nature à démontrer le contraire.

5.4.2 CAPACITE ET TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE

192. Les données du tableau ci-dessous montrent que la capacité de production de l'industrie nationale a demeurée stable, tout au long de la période examinée, à ■ unités.

193. Cependant, le taux d'utilisation des capacités a connu, à l'instar de la production, une régression de l'ordre de 33% au cours de la période 2010-2013 et ce, en raison de la baisse du volume de production. En 2014 et 2015, le taux d'utilisation des capacités a légèrement augmenté tout en restant inférieur au taux enregistré en 2010.

194. Suite aux résultats de la détermination préliminaire, il a été avancé que le taux d'utilisation des capacités a connu une tendance haussière.

195. En réponse, le SECCE tient à souligner que certes une tendance haussière a été constatée sur la période 2013 à 2015. Toutefois et comme expliqué précédemment, l'analyse du taux d'utilisation de la capacité ne peut se faire sur cette période réduite 2013-2015. En effet, en s'inscrivant dans la période d'analyse 2010 à 2015, l'argument établi par le SECCE au sous-titre 5.2. ci-dessus est maintenu.

196. Au vu de ces données, le SECCE a estimé que l'industrie nationale a exploité de moins en moins ses capacités de production au cours de la période d'enquête.

Tableau n°10 : Capacité de production et taux d'utilisation de la capacité de production de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Capacité de production nationale (Unités)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	100	100	100	100	100
Taux d'utilisation des capacités	[40-50]%	[35-48]%	[32-47]%	[20-35]%	[28-43]%	[30-45]%
En indice (2010=100)	100	96	94	67	83	92

Source : Données de l'industrie nationale

5.4.3 EMPLOI, SALAIRES ET PRODUCTIVITE

197. Le niveau de l'emploi est resté relativement stable sur la période 2010-2012 puis a connu une baisse de 22% en 2013 passant de ■ à ■ personnes occupées. En 2014 et 2015, le niveau d'emploi a légèrement augmenté en restant toutefois inférieur à celui enregistré en début de la période d'enquête.

Tableau n°11 : Evolution de l'emploi et de la productivité de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Emplois (Production, distribution et commercialisation)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	95	94	78	89	92
Production (en Unités)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	96	95	68	84	91
Productivité par employé	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	101	100	86	94	98

Source : Données de l'industrie nationale

198. L'industrie nationale a revu à la baisse l'effectif employé dans la production suite à la baisse évidente des niveaux de vente et afin de maîtriser davantage ses coûts.

199. Ceci dit et malgré les efforts entrepris dans ce sens en termes de réduction des coûts et d'amélioration de la compétitivité, la productivité a progressivement baissé sur la période 2010-2013 pour arriver à ■ unités/employé en 2013 au lieu des ■ en 2010 soit une baisse de 14%.

200. Sur la période 2014-2015, la productivité a légèrement évolué tout en restant inférieure au niveau enregistré en 2010.

201. Suite aux résultats de la détermination préliminaire, une partie a fait valoir qu'entre 2013 et 2015 la productivité a connu une tendance particulièrement haussière.

202. Selon le même principe que pour les indicateurs précédents, le SECCE estime qu'il n'est point approprié de baser l'analyse de la productivité sur la période 2013 à 2015 et que, de ce fait, ledit commentaire n'est pas retenu pour modifier l'analyse effectuée au titre de la détermination préliminaire.

203. Le tableau ci-dessous, permet de constater que les salaires ont également suivi une tendance baissière au cours de la période d'enquête découlant directement de la baisse des effectifs employés.

Tableau n°12 : Evolution des salaires

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Salaires (Milliers dhs)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	98	94	80	84	92

Source : Données de l'industrie nationale

204. Par rapport à l'emploi, certaines parties ont considéré que l'augmentation du nombre d'employés entre 2013 et 2015 écarte toute hypothèse de dommage subi par le requérant.

205. Ceci dit en analysant les données de l'industrie nationale, et comme mentionné ci-dessus, il a été constaté que malgré la hausse survenue en 2014 et 2015, le nombre d'effectifs affectés à la production du produit considéré est resté bien inférieur à celui de la période antérieure. Visiblement, l'industrie nationale s'est vue contrainte d'opérer cet ajustement de ses charges fixes afin de mieux maîtriser ses coûts et de contenir les effets de la régression de ses ventes face aux importations de réfrigérateurs originaires des pays visés.

206. De même, une partie a signalé dans ses commentaires que l'augmentation de la productivité de la branche de production nationale entre 2013 et 2015 « démontre clairement sa capacité à améliorer aisément ses procédés de fabrication sans être affectée par l'existence d'un prétendu dumping lui ayant causé dommage ».

207. Le SECCE considère que le dit commentaire est dénué de toute logique dans la mesure où il se focalise uniquement sur une partie de la période d'enquête et ne reflète pas l'évolution globale de la productivité entre 2010 et 2015. En effet, bien que la productivité a oscillé entre baisse et hausse au cours de la période examinée, la tendance générale témoigne d'une baisse de son niveau entre le début et la fin de la période d'enquête.

5.4.4 VOLUME DES VENTES ET PART DE MARCHÉ

208. S'agissant du volume des ventes des réfrigérateurs, il a affiché une baisse de 29% au cours de la période 2010 à 2013, passant de ■ unités en 2010 à ■ unités en 2013. Il a par la suite légèrement augmenté en 2014 et 2015 sans jamais regagner le niveau de l'année 2010.

209. Tout au long de la période d'enquête, l'industrie nationale s'est vue contrainte de diminuer son prix de vente afin de pouvoir maintenir un certain volume de production et de ventes. Par conséquent, son chiffre d'affaires a été négativement impacté.

Tableau n°13 : Evolution du volume des ventes et la part de marché de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume des ventes des réfrigérateurs de l'industrie nationale (Unités)	██████	██████	██████	██████	██████	██████
En indice (2010=100)	100	80	77	71	82	95
Part de marché de l'industrie nationale (%)	[35-48]%	[20-25]%	[19-23]%	[21-26]%	[23-30]%	[25-30]%
En indice (2010=100)	100	54	51	57	60	61

Source : Données de l'industrie nationale

210. La part de marché de l'industrie nationale a chuté au début de la période examinée de 46% en 2011 et de 6% en 2012 où elle n'a pas dépassé [19-23]%. Au cours des années 2013 à 2015, cette part a regagné certains points pour se retrouver à [25-30]% en 2015, soit le quart du marché local.

211. Ce qui témoigne de la dominance des produits importés avec [45-57]% pour les pays concernés et [18-22] 19% pour les autres pays en 2015.

212. Dans certains commentaires établis au cours de l'enquête, il a été indiqué que contrairement aux propos du producteur national dans sa requête, la part de marché de cette dernière n'est aucunement en déclin et qu'elle a, par contre, récupéré des parts de marché ces dernières années.

213. Il importe de préciser, dans ce cadre, que l'examen des données de l'enquête a permis de constater que l'industrie nationale a visiblement perdu des parts de marché importantes au cours de la période 2010 à 2015 et ce, comme indiqué aux paragraphes 199 et 200 ci-dessus. En effet, malgré les efforts déployés par l'industrie nationale en 2014 et 2015, la perte de ses parts de marché a été substantielle comparativement aux niveaux atteints au début de la période examinée. En somme, la part de marché de l'année 2015 est la moitié de celle établie en 2010. Au vu de ces données, le SECCE considère que la perte de parts de marché est considérable et constitue un indicateur majeur du dommage subi par l'industrie nationale.

5.4.5 STOCKS

214. Les chiffres présentés dans le tableau, ci-dessous, montrent une accumulation du stock des réfrigérateurs qui s'est de plus en plus accentuée au cours de la période examinée.

215. En effet, les stocks ont augmenté de 473% en 2012, 305% en 2013 et 262% en 2014. Malgré la baisse des volumes stockés en 2015 suite aux efforts fournis par l'industrie nationale en vue de maintenir des parts de marché et ce, par la baisse continue des prix de vente des réfrigérateurs, le niveau des stocks en 2015 est resté nettement supérieur (+65%) à celui enregistré en 2010.

216. Ce qui à la fois reflète la difficulté de l'industrie nationale à écouler ses produits et menace fortement sa santé financière en augmentant de façon substantielle ses charges.

Tableau n°14 : Evolution des stocks de fin d'année de l'industrie nationale des réfrigérateurs

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Stocks de fin d'année de l'industrie nationale en réfrigérateurs (Unités)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	298	573	405	362	165

Source : Données de l'industrie nationale

217. Dans certains commentaires, il a été considéré que la tendance à la baisse des stocks du requérant entre 2012 et 2014 est une indication indéniable prouvant qu'il n'a subi aucun dommage.

218. Le SECCE considère, pour les raisons expliquées précédemment, que ledit commentaire est inapproprié et infondé. En effet, la période d'examen du dommage retenue pour la présente enquête s'est étalée sur la période 2010-2015 et non 2012-2015. Ainsi, et comme mentionné ci-dessus, les stocks ont été visiblement marqués par une tendance haussière au cours de la période 2010-2015 et ce, malgré des fluctuations alternées de hausse et de baisse au cours de ladite période.

5.4.6 FACTEURS INFLUENÇANT LES PRIX INTERIEURS

219. Etant l'unique producteur de réfrigérateurs au Maroc, les prix pratiqués par l'industrie nationale tiennent compte des prix offerts sur le marché et de ses coûts de production.

220. Cependant, l'examen des données de l'enquête a permis de constater une baisse évidente des prix pratiqués par le producteur national et ce, en vue de pouvoir s'aligner sur les prix bas des réfrigérateurs importés et maintenir ses parts de marché, devenues de plus en plus faibles au cours de la période considérée.

5.4.7 INVESTISSEMENTS ET CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

221. Le tableau ci-dessous montre clairement une forte diminution des investissements de l'industrie nationale sur la période 2010 à 2015 qui sont passés de ■ dhs en 2010 à ■ dhs en 2015 soit une baisse marquée de 46%. En effet, ces investissements ont été marqués par une forte tendance baissière en début de période avec -77% en 2011 et -47% en 2012. Ce qui a coïncidé avec l'afflux massif des importations en dumping. Au cours des années suivantes, les investissements ont connu des fluctuations à la hausse et à la baisse tout en restant dans des niveaux largement inférieurs à ceux réalisés en 2010.

222. En effet, l'industrie nationale a été contrainte à réduire le niveau de ses investissements et ce, suite à la perte de part de marché due à la concurrence exercée par les produits importés en dumping.

Tableau n°15 : Evolution des investissements de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements (Millions dhs)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	23	12	62	25	54

Source : Données de l'industrie nationale

223. Le tableau suivant indique que la performance financière du producteur national s'est dégradée au fil des années.

224. En effet la capacité d'autofinancement a fortement baissé et est passée de plus de ■ millions dhs en 2010 à ■ millions dhs en 2014 soit une baisse de 28%.

Tableau n°16 : Evolution de la capacité d'autofinancement de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014
CAF (Millions dhs)	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	39	68	61	72

Source : Données de l'industrie nationale

5.4.8 CROISSANCE

225. La consommation nationale a évolué de 55% au cours de la période examinée, alors que le volume des ventes de l'industrie nationale a baissé tout au long de la période 2010-2015.

226. Ainsi, le fléchissement considérable de la part de marché de l'industrie nationale, d'une part, et du taux d'utilisation de ses capacités de production, d'autre part, indique bien que l'industrie nationale n'a pas tiré profit de la croissance du marché des réfrigérateurs et ce, en raison de la présence sur le marché des réfrigérateurs importés à des prix bas exerçant une concurrence importante aux réfrigérateurs fabriqués localement.

5.4.9 RENTABILITE

227. La rentabilité de l'industrie nationale, établie en rapportant le bénéfice des ventes des réfrigérateurs au chiffre d'affaires généré par ces ventes, a connu des fluctuations à la baisse et à la hausse au cours de la période d'enquête. Malgré les efforts déployés par l'industrie nationale en vue d'améliorer sa rentabilité, cette dernière a été située à des niveaux anormalement bas associés à une baisse importante en 2015 témoignant des difficultés financières rencontrées par le producteur national en raison de la concurrence des importations en dumping.

Tableau n°17 : Evolution du résultat de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Rentabilité (%)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	-	100	110	400	102	73

Source : Données de l'industrie nationale

228. S'agissant de la rentabilité, certaines parties ont estimé que la baisse de la rentabilité ne peut en aucun cas être imputée aux importations des pays visés par l'enquête et que le fait que la marge de profit du producteur national soit située à des niveaux bas n'est pas en soi un élément suffisant pour conclure à l'existence d'un dommage.

229. Dans ce cadre, le SECCE tient à préciser que les niveaux de rentabilité de l'industrie nationale ont baissé et ce, malgré les efforts fournis pour diminuer les coûts de production et limiter le dommage. Ainsi, la rentabilité de l'industrie de MANAR s'est effondrée au cours de la période examinée au moment où les importations en provenance des pays visés connaissaient une augmentation considérable.

5.4.10 IMPORTANCE DE LA MARGE DE DUMPING

230. Comme indiqué au sous-titre 4.4, les marges de dumping établies sont nettement supérieures au niveau du minimis.

231. De même, tenant compte du volume et des prix des importations originaires des pays concernés, l'incidence de l'importance des marges de dumping sur l'industrie nationale n'est pas négligeable.

232. En effet, le montant du dumping enregistré pour la Turquie au cours de l'année 2015 s'est élevé à ■ millions dhs, soit [10-16] % du chiffre d'affaires de l'industrie nationale au cours de la même année. Pour la Thaïlande, le montant du dumping a atteint ■ millions dhs, équivalant à [8-14] % du chiffre d'affaires de l'industrie nationale. S'agissant de la Chine, le montant du dumping était de l'ordre de ■ millions dhs représentant [10-18] % du chiffre d'affaires de l'industrie nationale.

5.4.11 FLUX DE LIQUIDITES ET RETOUR SUR INVESTISSEMENTS

233. Les flux de liquidités et le retour sur investissements de l'industrie nationale ont évolué comme suit au cours de la période considérée :

Tableau n°18 : Evolution du flux de liquidités et du retour sur investissements

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Flux de liquidités (en millions dhs)	■	■	■	■	■	■
En indice (2010=100)	100	40	59	45	57	57
Retour sur investissements	■%	■%	■%	■%	■%	■%
En indice (2010=100)	100	13	73	53	77	93

Source : Données collectées auprès de l'industrie nationale.

234. Tout au long de la période 2010 à 2015, les flux de liquidités ont connu des fluctuations entre baisse et hausse. Ils ont ainsi baissé de 60% en 2011 puis augmenté de 49% l'année suivante. En 2013, la baisse a atteint 23% suivie d'une hausse de 25% en 2014. En 2015, les flux de liquidités se sont stabilisés à un niveau inférieur de près de 43% que celui enregistré en 2010

235. Le retour sur investissements a également été marqué par des fluctuations à la hausse et à la baisse au cours de la période considérée. En dépit de la hausse enregistrée en fin de période d'enquête, les niveaux sont restés en deçà du niveau de 2010.

5.5 CONCLUSION SUR L'EXISTENCE DU DOMMAGE

236. L'examen et l'analyse des éléments du dommage ont permis de dégager les résultats suivants :

- Le volume des importations des réfrigérateurs en dumping en provenance de Turquie, de Thaïlande et de Chine a connu une augmentation notable aussi bien en absolu que par rapport à la production et à la consommation nationales,
- Lesdites importations ont eu un effet notable sur les prix des réfrigérateurs fabriqués localement, matérialisé par une sous cotation et une dépression apparente des prix ainsi qu'un empêchement de l'augmentation de ces prix, et
- La situation de l'industrie nationale a connu une détérioration non négligeable matérialisée par la dégradation effective de ses indicateurs économiques et financiers au cours de la période examinée.

237. Compte tenu de ce qui précède, il est définitivement établi que l'industrie nationale des réfrigérateurs a subi un dommage important au sens de l'article 13 de la loi 15-09.

6. DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN LIEN DE CAUSALITE ENTRE LES IMPORTATIONS EN DUMPING ET LE DOMMAGE

238. Concernant la détermination de l'existence d'un lien de causalité, les dispositions de l'article 14 de la loi 15-09 énoncent que :

« La démonstration d'un lien de causalité entre les importations du produit considéré et le dommage à la branche de production nationale, est établie en examinant tous les éléments de preuve disponibles, notamment, les facteurs connus autres que les importations du produit considéré qui, au même moment, sont susceptibles d'avoir causé un dommage à la branche de production nationale. Le dommage causé par ces autres facteurs n'est pas imputé aux importations du produit considéré. »

239. De même, l'article 22 du décret n° 2-12-645 précise que :

« les facteurs connus autres que les importations du produit considéré, prévus à l'article 14 de la loi n°15-09 susvisée, comprennent entre autres :

- a) la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation ;*
- b) le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping ou non subventionnées ;*
- c) les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux ;*
- d) la concurrence entre les producteurs étrangers et nationaux et entre les producteurs nationaux eux-mêmes ;*
- e) l'évolution des techniques liées à la production et à la commercialisation du produit considéré au regard des techniques appliquées pour le produit national similaire.*
- f) les résultats à l'exportation de la branche de production nationale ;*
- g) la productivité de la branche de production nationale ; et*
- h) les autres facteurs qu'une partie intéressée peut évoquer au cours de l'enquête comme étant une cause du dommage ou de la menace de dommage. »*

240. Ainsi, le SECCE a procédé, en premier lieu, par examiner si les importations en dumping de réfrigérateurs ont causé à l'industrie nationale le dommage important. En second lieu, les facteurs connus, autres que les importations en dumping, ont également été examinés en vue de déterminer si ces facteurs auraient causé un dommage qui ne peut être attribué aux importations en dumping.

6.1 EFFET DES IMPORTATIONS EN DUMPING

241. Il s'est avéré, d'après les données de l'enquête, que les importations en dumping en provenance de Turquie, de Thaïlande et de Chine ont connu une forte augmentation durant la période 2010 à 2015, ce qui s'est négativement répercuté sur la branche de production nationale.

242. En effet, il est évident qu'au cours de la période examinée la part de marché des importations en dumping a connu un bond considérable et un accroissement évident au détriment de l'industrie nationale dont les parts de marché ont reculé au cours de cette même période.

Tableau n°19 : Part de marché de l'industrie nationale, des pays concernés et des autres pays

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Part de marché des pays concernés	[25-30]%	[35-48]%	[45-55]%	[52-62]%	[55-65]%	[45-57]%
Indice (2010=100)	100	155	179	200	190	188
Part de marché de l'industrie nationale	[35-48]%	[20-25]%	[19-23]%	[21-26]%	[23-30]%	[25-30]%
Indice (2010=100)	100	54	51	57	60	61
Part de marché des autres pays	[25-32]%	[30-35]%	[20-28]%	[15-20]%	[16-22]%	[18-22]%
Indice (2010=100)	100	111	93	61	64	68

Source : Office des changes et données de l'industrie nationale

243. Lesdites importations ont donc réussi à dominer le marché marocain en évinçant non seulement l'industrie nationale mais également les importations des autres pays dont la part de marché a connu une baisse sans précédent de 32% au cours de la période examinée. La part de marché de l'industrie nationale s'est réduite de 39%.

244. De ce fait, et comme indiqué précédemment la présence des importations en dumping a empêché l'industrie nationale d'écouler ses réfrigérateurs, ce qui s'est reflété principalement sur son chiffre d'affaires et sur les stocks de plus en plus cumulés du produit considéré.

6.2 EFFET D'AUTRES FACTEURS

6.2.1 EFFET DES IMPORTATIONS D'AUTRES PAYS

245. Sur la base des statistiques et des données de l'Office des Changes dont dispose le SECCE, la part des importations en provenance des pays tiers dans les importations totales est restée bien inférieure à celle des importations en dumping.

246. En effet, la part de ces importations dans les importations totales de réfrigérateurs est passée de 49% en 2010 à 26% en 2015, alors que celle des importations en dumping a considérablement augmenté en passant de 51% en 2010 à 74% en 2015.

247. De même et en termes de part de marché, celle des pays concernés s'est accrue de 88% passant de [25-30]% en 2010 à [45-57]% en 2015, alors que les importations d'autres pays ont perdu 32% de leur part de marché passant de [25-32]% en 2010 à [20-25]% en 2015.

248. S'agissant des prix unitaires, les importations provenant des autres pays ont été réalisées à des prix nettement supérieurs à ceux enregistrés pour les importations des pays concernés. A titre d'exemple, les prix unitaires moyens des autres pays ont été supérieurs de ceux des pays concernés, de 25% en 2014 et 30% en 2015.

249. A partir de ces constats, le SECCE estime inapproprié d'imputer le dommage subi par la branche de production nationale aux importations en provenance des pays tiers.

6.2.2 EFFET DE LA CONTRACTION DE LA DEMANDE OU DES MODIFICATIONS DE LA CONFIGURATION DE LA CONSOMMATION

250. Selon les données dont dispose le SECCE, il est évident que la demande, exprimée par la consommation nationale, a connu une certaine tendance haussière au cours de la période 2010 à 2015. En effet, comme démontré dans le tableau ci-dessous, la consommation nationale a fortement

augmenté de 50% durant la période 2010 à 2012 puis après une diminution en 2013 elle est repartie en hausse à partir de 2014 affichant ainsi une croissance de 55% sur toute la période examinée.

Tableau n°20 : Consommation et part de marché

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Taux de croissance
Consommation nationale (unité)	■	■	■	■	■	■	55%
En indice (2010=100)	100	162	168	127	142	157	
Part des importations des pays concernés dans la consommation nationale %	[25-30]%	[35-48]%	[45-55]%	[52-62]%	[55-65]%	[45-57]%	88%
En indice (2010=100)	100	141	160	199	182	186	
Part de l'industrie nationale dans la consommation nationale %	[35-48]%	[20-25]%	[19-23]%	[21-26]%	[23-30]%	[25-30]%	-39%
En indice (2010=100)	100	49	47	56	58	60	

Source : Office des changes et données de l'industrie nationale

251. Cependant il est indéniable que cette évolution à la hausse n'a guère profité au producteur national, qui, en dépit d'une légère augmentation en fin de période, a vu sa part de marché régresser de 39% au cours de la période 2010-2015. Les importations en dumping de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine ont, quant à elles, pu tirer profit de cette augmentation de la demande en y monopolisant une part importante. En effet cette part a fortement évolué, même en période de baisse de la consommation nationale en 2013, passant de [25-30]% en 2010 à [45-57]% en 2015 opérant donc une croissance conséquente de 88% sur la période examinée.

252. En raison donc de la présence des importations à des prix de dumping, le producteur national était dans l'incapacité de s'accaparer une part satisfaisante, et même si on peut noter une augmentation de cette part en fin de période ceci n'a changé en rien le fait que l'industrie nationale a continué d'afficher une faible performance.

253. Dans leurs réactions respectives aux résultats de la détermination préliminaire et lors de l'audition publique, des parties ont estimé que le producteur national n'est pas en mesure de fournir au consommateur marocain le type de réfrigérateurs qu'il demande ce qui explique l'orientation vers les réfrigérateurs importés, en faisant référence à l'existence de segments différents de réfrigérateurs ; celui des réfrigérateurs importés et celui de ceux fabriqués localement.

254. Il importe de noter que l'examen des renseignements, dont le SECCE a pu disposer au cours de l'enquête, a permis de constater que l'industrie nationale a consenti, avant et au cours de la période d'enquête, des investissements considérables en vue de moderniser ses équipements de production et développer de nouveaux produits adaptés au consommateur marocain et répondant à la demande du marché.

255. En outre, ces commentaires n'ont pas été appuyés par des éléments de preuve permettant au SECCE de mieux les analyser et les apprécier. A cela s'ajoute le caractère homogène des produits concernés et similaires tels que définis au sous-titre 2.2.1. En effet, bien que ces produits peuvent

présenter certaines différences (d'esthétique, de forme ou autres), ils partagent toutefois les mêmes caractéristiques physiques et techniques de base et sont principalement destinés aux mêmes usages qu'il s'avère difficile d'établir une démarcation nette entre les prétendus segments.

256. Au vu de ce qui précède, le SECCE a ainsi estimé que ces commentaires ne peuvent être retenus et que les arguments apportés ne constituent pas une base solide pour attribuer le dommage causé au changement de configuration de la consommation.

257. En conséquence, pour le SECCE, le dommage subi par l'industrie nationale ne peut en aucun cas être expliqué par l'évolution de la demande ou la modification de la configuration de la consommation.

6.2.3 EFFET DES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES DES PRODUCTEURS ETRANGERS ET NATIONAUX ET DE LA CONCURRENCE ENTRE CES MEMES PRODUCTEURS

258. A partir des renseignements dont il a pu disposer au cours de l'enquête, le SECCE n'a pas relevé d'indice démontrant l'existence de pratiques restrictives entre les producteurs étrangers et le producteur national, autre que les exportations à des prix de dumping.

259. En outre, MANAR est l'unique producteur de réfrigérateurs au Maroc. Par conséquent, le dommage subi par l'entreprise ne pourrait en aucun cas découler de pratiques commerciales restrictives entre producteurs nationaux.

6.2.4 EFFET DE L'EVOLUTION DES TECHNIQUES LIEES A LA PRODUCTION ET A LA COMMERCIALISATION

260. En ce qui concerne l'évolution des techniques liées à la production et à la commercialisation, il a été constaté que l'industrie nationale dispose des meilleurs outils de production se caractérisant par leur modernité et leurs performances technologiques. Elle dispose également de plusieurs lignes de production pouvant produire une trentaine de modèles couvrant toute la gamme requise par les consommateurs.

261. Outre la fabrication, l'industrie nationale exerce également son activité commerciale selon les standards internationaux à travers une politique commerciale structurée couvrant tous les aspects, à savoir : un réseau de distribution étendu couvrant tout le pays à la fois dans le réseau traditionnel et dans le réseau moderne, une pratique de prix raisonnables, un service après-vente de qualité et des produits qui répondent aux attentes des consommateurs.

262. Une partie a soutenu que tout dommage subi par le producteur national ne peut être imputé qu'à son manque de développement technologique lié à la production de réfrigérateurs et également au fait que sa production se limite aux réfrigérateurs « statiques » et que la technologie « NO FROST » n'est pas fabriquée localement.

263. En complément à ce qui a été indiqué au sous-titre 6.2.2 ci-dessus, il convient de rappeler que, selon les renseignements dont le SECCE a pu disposer au cours de l'enquête, le producteur national a engagé des investissements considérables afin de moderniser ses équipements de production et développer de nouveaux produits. De même, les données de l'enquête ont permis de constater que MANAR a bien vendu des réfrigérateurs de gamme « NO FROST » fabriqués localement dans les deux circuits traditionnels et modernes. Cette gamme est dotée d'une technologie hybride caractérisée par un réfrigérateur à froid brassé et un congélateur « NO FROST ».

264. Par ailleurs au cours de l'audition publique, le producteur national a indiqué que cette technologie s'adapte parfaitement au consommateur marocain dans la mesure où le compartiment réfrigérateur

permet une conservation optimale des aliments frais. Elle a également souligné que cette technologie a été adoptée par plusieurs producteurs concurrents.

265. Ainsi, bien que les volumes de ventes desdits réfrigérateurs « NO FROST » fabriqués par MANAR ont connu un fléchissement à compter de l'année 2012, en raison de la concurrence sévère des produits importés, il ne peut être conclu que le producteur national ne fabrique pas cette gamme de réfrigérateurs.

266. De ce fait, le SECCE estime que le facteur de l'évolution des techniques liées à la production et à la commercialisation ne peut constituer pour le cas d'espèce une cause du dommage subi par l'industrie nationale.

6.2.5 RESULTATS A L'EXPORTATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

267. Comme présenté dans le tableau ci-dessous, l'industrie nationale a exporté au cours des années 2010 à 2012 des quantités variant entre [2200-3200] et [5600-6100] unités. Au cours des années suivantes, l'industrie nationale a suspendu son activité d'exportation.

268. Dans certains commentaires suite à l'ouverture de l'enquête et à la détermination préliminaire, des parties ont indiqué qu'il est plus approprié d'imputer le dommage subi par l'industrie nationale au déclin de son activité d'exportation qu'aux importations provenant des pays visés par l'enquête et que le manque de compétitivité de l'industrie nationale s'est apprécié sur le marché national car elle n'a pas eu d'activité d'exportation au cours de la période examinée.

269. Manifestement, les ventes à l'exportation de l'industrie nationale ont représenté une part très limitée dans son activité durant la période examinée. En effet, leurs parts par rapport aux volumes de production se sont situées à des niveaux très faibles voire même négligeables, comme en témoignent les données du tableau ci-dessous. Ce qui indique que l'industrie n'a pas eu une vocation à l'export au cours de la période examinée. S'ajoute à cela certains freins qui ont dissuadé le producteur national de poursuivre l'activité d'exportation : instabilité politique chez certains partenaires, augmentation de droits de douane.

270. Dès lors, le SECCE estime que les performances à l'exportation ne peuvent pas avoir un effet sur ses performances commerciales et financières sur le marché domestique ni être considérées comme une cause du dommage subi par l'industrie nationale.

Tableau n°21 : Volume des ventes à l'exportation de l'industrie nationale

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume des ventes à l'exportation de l'industrie nationale (Unités)	■	■	■	■	0	0
Indice (2010=100)	100	192	137	3	0	0
Volume de production de l'industrie nationale (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	96	95	68	84	91
Part des exportations dans la production de l'industrie nationale	[1-5]%	[3-8]%	[2-6]%	0%	0%	0%
Indice (2010=100)	100	200	150	0	0	0

Source : Données de l'industrie nationale

6.2.6 PRODUCTIVITE DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

271. En ce qui concerne la productivité de l'industrie nationale, il est à noter que celle-ci a progressivement baissé au cours de la période examinée en affichant des niveaux bien inférieurs à ceux enregistrés en 2010.

272. Il convient de mentionner également que cette contreperformance dans la productivité ne peut être imputée à une défaillance interne à l'entreprise. Elle est plutôt liée à la baisse de niveau de production, résultante directe de la régression des ventes des réfrigérateurs en raison de la concurrence sur le marché local exercée par les importations en dumping.

6.2.7 EFFET DES AUTRES FACTEURS QU'UNE PARTIE INTERESSEE PEUT EVOQUER AU COURS DE L'ENQUETE

273. Dans certains de leurs commentaires reçus au cours de l'enquête et présentés au cours de l'audition publique, des parties ont fait référence au facteur de surcapacité de production de l'industrie nationale.

274. Il importe de noter, à cet égard, que le producteur national a décidé, en 2008, d'augmenter la capacité de production en vue de répondre au besoin de moderniser l'outil de production pour mieux se préparer aux évolutions futures, continuer son innovation en proposant des produits de qualité et surtout répondre à la demande nationale qui n'a cessé d'augmenter d'une année à une autre.

275. Toutefois, au cours de la période examinée notamment les années 2014 et 2015 où la consommation nationale a atteint respectivement [REDACTED] et [REDACTED] unités, la capacité de production installée s'est située à [REDACTED] unités avec un taux d'utilisation de cette capacité ne dépassant pas respectivement [28-43]% et [30-45]%. Cela a coïncidé avec une part de marché de [25-30]% en 2014 et 2015 pour l'industrie nationale. Ce qui témoigne bien que cette allégation est infondée et ne permet pas de justifier raisonnablement que la surcapacité aurait été une cause du dommage subi.

276. Une autre allégation a concerné les importations effectuées par le producteur national et qui auraient contribué à causer son propre dommage. Il a été indiqué, à cet égard, que ces importations ont représenté une part considérable des importations du produit considéré originaire de Turquie et que cette pratique a reflété l'incapacité du producteur national à fabriquer la gamme complète des produits demandés sur son marché intérieur.

277. Les données, mises à sa disposition au cours de l'enquête, ont permis de constater que le producteur national a effectivement importé les réfrigérateurs au cours de la période considérée. Néanmoins, le volume de ces importations en provenance des pays visés par l'enquête n'a pas dépassé [3-8]% de son volume de production en 2015 et a toujours été inférieur à [5-10]% durant toute la durée de l'enquête, à l'exception des années 2012 et 2013 où ces importations ont représenté [13-16]% et [15-20]% de la production nationale.

Tableau n°22 : Importations du producteur national et part dans la production

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Importations du producteur national en provenance de Turquie (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	48	459	374	119	126
Importations du producteur national en provenance de Chine (Unités)	0	0	0	■	■	■
Indice (2013=100)	0	0	0	100	445	308
Production nationale (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	96	95	68	84	91
Part des importations du producteur national dans la production nationale	[2-4]%	[1,2-2,5]%	[13-16]%	[15-20]%	[5-10]%	[3-8]%
Indice (2010=100)	100	50	488	594	284	228

Source : Données de l'industrie nationale

278. Une comparaison entre lesdites importations et le volume des importations objets de l'enquête permet d'établir clairement que ces importations ont été effectuées dans des proportions très limitées, ne dépassant jamais le seuil de [3-8]% au cours de toute la période considérée.

Tableau n°23 : Importations du producteur national et leur part dans les importations objets de l'enquête

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Importations totales de l'industrie nationale originaires des pays visés (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	48	459	400	238	208
Importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Chine et de Thaïlande (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	228	268	253	258	291
Part des importations de l'industrie nationale dans le volume total des importations	[3-8]%	[0-1]%	[4-8]%	[3-7,5]%	[2-5]%	[1-4]%
Indice (2010=100)	100	21	171	159	92	72

Source : Office des changes et données confidentielles de l'industrie nationale

279. Par ailleurs et en comparaison avec le volume total des importations en provenance de Turquie, les importations du producteur national de cette provenance ont représenté moins de [2-7]% durant toute la période considérée, sauf en 2012 et 2013 où ces importations ont représenté [12-15]% et [10-14]%.

280. En effet, au cours des années 2012 et 2013, l'industrie nationale était contrainte d'augmenter son volume d'importation en provenance de Turquie et ce, en raison de l'agressivité des produits turcs sur le marché marocain qui se sont attaqués au segment sur lequel le producteur national était le plus actif sur le marché domestique par l'importation de produits double porte à des prix anormalement bas.

281. Ce qui a contraint le producteur national à procéder à des importations de Turquie afin de maintenir un certain volume des ventes auprès de ces principaux clients qui conditionnaient l'achat de ses produits par la disponibilité de produits équivalents aux réfrigérateurs turcs. De ce fait, l'industrie

nationale n'eut pas d'autres choix que d'importer de manière temporaire et limitée le produit considéré originaire de Turquie pour s'auto-défendre et se repositionner.

Tableau n°24 : Importations du producteur national de Turquie et leur part dans les importations totales originaires de Turquie

7	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume des importations de l'industrie nationale en provenance de Turquie (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	48	459	374	119	126
Volume des importations totales en provenance de Turquie (Unités)	■	■	■	■	■	■
Indice (2010=100)	100	164	217	185	188	225
Part du volume des importations de l'industrie nationale en provenance de Turquie dans le volume des importations totales en provenance de Turquie	[3-7]%	[1-3]%	[12-15]%	[10-14]%	[2-5]%	[1-4]%
Indice (2010=100)	100	29	212	202	64	56

Source : Office des changes et données de l'industrie nationale

282. Parmi les commentaires émis suite aux résultats de la détermination préliminaire, un commentaire remet en cause le lien de causalité entre les importations de réfrigérateurs originaires des pays visés par l'enquête et le dommage subi par MANAR. Ce commentaire est justifié par l'absence prétendue de coïncidence temporelle entre le dommage subi et l'augmentation des importations.

283. Les données relatives au volume des importations de réfrigérateurs reflètent clairement, et comme établi au sous-titre 5.2, une augmentation substantielle de ces dernières au cours de la période 2010-2015. Comme en témoignent les différentes données de l'enquête, cette augmentation a été, en effet, accompagnée par la dégradation générale des indicateurs économiques de l'industrie nationale ce qui ne pourrait que refléter le dommage subi par cette dernière.

284. Certes pendant la période examinée, ces indicateurs ont été sujets à des fluctuations alternées de hausse et de baisse mais il n'en demeure pas moins que la tendance générale fut baissière. En somme, ce commentaire ne peut être retenu et il est considéré qu'il existe bel et bien une coïncidence temporelle entre le dommage subi par le producteur national et l'augmentation des importations de réfrigérateurs originaires des pays visés par l'enquête.

7.2.7 CONCLUSION SUR L'EXISTENCE DU LIEN DE CAUSALITE

285. Le SECCE conclut, à titre définitif, que l'accroissement des importations en dumping de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine a coïncidé avec la détérioration de la situation de l'industrie nationale constituant ainsi une cause majeure du dommage important subi. De même, L'analyse des autres facteurs a permis d'établir qu'ils n'ont pas eu d'effets négatifs et directs sur l'industrie nationale de façon à briser le lien de causalité entre les importations en dumping et le dommage subi par l'industrie nationale.

286. Le SECCE considère que le lien de causalité entre les importations en dumping des pays concernés et le dommage important subi par l'industrie nationale est, définitivement, établi dans le cadre de la présente enquête.

7. CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATION

287. Aux termes de la phase finale de l'enquête, il est établi à titre définitif que les importations de réfrigérateurs originaires de Turquie, de Thaïlande et de Chine ont fait l'objet de dumping et qu'elles ont causé un dommage important à l'industrie nationale des réfrigérateurs.

288. Par conséquent, le SECCE considère, à titre définitif, que les conditions d'application d'une mesure antidumping sont réunies et recommande l'application, pour une durée de 5 ans, des droits antidumping définitifs comme présentés dans le tableau ci-après.

289. Le droit antidumping pour les réfrigérateurs importés de Chine a été établi en se basant sur la différence entre les prix de vente des réfrigérateurs fabriqués localement et les prix à l'importation des réfrigérateurs, objets de l'enquête, établis sur une base CAF et ajusté des frais de dédouanement et des droits de douane existants. Pour les origines Turquie et Thaïlande, le niveau du droit ainsi calculé est supérieur à la marge de dumping établie au titre du paragraphe 106 du présent rapport. Par conséquent et conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi 15-09 et l'article 9.3 de l'Accord antidumping de l'OMC, le droit antidumping pour la Turquie et la Thaïlande est égal à la marge de dumping définitivement calculée.

Tableau n°25 : Droits antidumping définitifs à appliquer aux réfrigérateurs importés de Turquie, de Thaïlande et de Chine

Exportateur	Origine	Droit antidumping définitif
VESTEL TICARET A.S.	Turquie	14,13%
Autres exportateurs de Turquie	Turquie	14,13%
THAI SAMSUNG ELECTRONICS CO LTD	Thaïlande	16,87%
Autres exportateurs de Thaïlande	Thaïlande	16,87%
Exportateurs de Chine	Chine	27,56%